ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3358

présenté par

M. Mattei, M. Mandon, Mme Perrine Goulet, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 2

À la fin de l'alinéa 19, substituer aux mots :

« de l'année 2026 »,

les mots et la phrase suivantes :

« de l'année au titre de laquelle le déficit public des administrations publiques est inférieur à 3 %. Ce déficit est constaté dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 3 du règlement (CE) n° 479/2009 du Conseil, du 25 mai 2009 relatif à l'application du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au traité instituant la Communauté européenne. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 2 prévoit l'instauration d'une contribution différentielle sur les hauts revenus.

Toutefois, en l'état, la contribution ne s'appliquerait que pour l'imposition des revenus 2024, 2025 et 2026. Ce bornage dans le temps pourrait toutefois contribuer à affaiblir le rendement de la mesure

De plus, la justice fiscale ne saurait être seulement temporaire, justifiant une pérennisation de cette contribution – au moins jusqu'au retour sous les 3 % de déficit public. C'est l'objet du présent amendement fruit de concertations du groupe Les Démocrates avec le ministre du budget et la ministre des comptes publics Amélie de Montchalin.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3363

présenté par

M. Mattei, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 3

I. - A l'alinéa 8, après le mot :

« détient »,

insérer les mots:

«, directement ou indirectement, ».

II. – En conséquence, au même alinéa 8, substituer aux mots :

« dans les conditions prévues au 1 du B du présent I »

les mots:

« sans qu'aucun autre associé ne détienne une fraction supérieure à la sienne ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 3 prévoit l'instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales. Les holdings patrimoniales seraient définies au regard de critères cumulatifs, dont un critère de détention de la société, selon lequel au moins une personne physique et son cercle familial proche

doivent détenir une fraction des droits de vote ou des droits financiers égale ou supérieure à 33,33 %, ou une personne physique doit exercer en fait le pouvoir de décision dans la société. Ce critère de détention correspond à une minorité de blocage, laquelle traduit certes une influence relative sur la politique de distribution de la société mais ne garantit pas que l'associé maîtrise totalement cette politique de distribution.

Or, il est fondamental de calibrer la taxe pour qu'elle cible les sociétés dont un associé personne physique maîtrise véritablement la politique de distribution, car cette taxe vise les holdings patrimoniales utilisées pour contourner l'impôt par la thésaurisation de revenus non distribués dans ces sociétés.

Le présent amendement a donc pour objet de faire évoluer le critère de détention vers un critère de contrôle, en prévoyant de qualifier une société de holding patrimoniale uniquement si aucun autre associé ne détient, directement ou indirectement, une fraction des droits de vote ou des droits financiers supérieure à celle de la personne physique qui détient au moins 33,33 % de ces droits.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3364

présenté par

M. Mattei, M. Mandon, Mme Perrine Goulet, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 3

Après l'alinéa 41, insérer les trois alinéas suivant :

- « Ne sont pas pris en compte dans la proportion mentionnée au septième alinéa du 1 du présent A les biens ou droits immobiliers détenus par la société qui :
- « 1° Sont affectés à la location d'habitations à usage de résidence principale, conclues dans le cadre d'un dispositif de loyer intermédiaire au sens de l'article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation :
- « 2° Présentent une valeur vénale totale n'excédant pas un million d'euros par société. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à exclure de la taxe sur les holdings patrimoniales les biens immobiliers destinés à la location de résidences principales dans le cadre de loyers intermédiaires, jusqu'à un plafond d'un million d'euros par société. Ces investissements contribuent à l'offre de logement et sont considérés comme des actifs productifs.

Il permet également d'inciter les holdings à utiliser leurs capitaux de manière active, en favorisant la distribution et l'investissement dans l'économie réelle. En exonérant ces biens de la taxe, on encourage les holdings à orienter leurs ressources vers des investissements productifs plutôt que de les immobiliser, ce qui peut générer des gains pour l'économie nationale et des recettes fiscales supplémentaires à long terme.

Cet amendement contribue par ailleurs à soutenir le marché de l'immobilier locatif en augmentant l'offre de logements disponibles à des loyers intermédiaires, ce qui peut répondre à la demande croissante dans les zones tendues et améliorer l'accès au logement pour de nombreux ménages.

En protégeant les investissements immobiliers productifs de la taxation, cet amendement concilie la volonté de taxation des actifs passifs avec le soutien à l'investissement et à la création de valeur, en renforçant à la fois l'offre de logements et la dynamique économique du pays.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3365

présenté par

M. Mattei, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 3

I. – À l'alinéa 42, substituer aux mots :
« et des titres »
les mots :
«, des titres, »;
II. – En conséquence, au même alinéa 42, après la référence :
« article 219 »,
insérer les mots :
\ll , des bons ou contrats de capitalisation ainsi que des placements de même nature souscrits auprès d'entreprises d'assurance ».
III. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 51, substituer aux mots :
« et titres : »

les mots:

«, titres, bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature souscrits auprès d'entreprises d'assurance : ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 3 prévoit l'instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales. La taxe serait assise sur la valeur vénale des biens meubles corporels, des biens immobiliers, et des droits portant sur ces biens, dans la mesure où ils ne sont pas affectés à une activité opérationnelle, ainsi que sur une fraction de la valeur vénale des disponibilités et des titres autres que les titres de participation.

Ces titres constituent en effet un placement de la trésorerie excédentaire de la holding patrimoniale, mobilisable à brève échéance, ce qui justifie de les inclure dans l'assiette de la taxe.

A cet égard, le présent amendement vise à clarifier le traitement des bons et contrats de capitalisation souscrits auprès de compagnies d'assurance, qui sont destinés à la constitution d'un capital par l'investissement sur de multiples supports, et constituent donc un placement de la trésorerie excédentaire des holdings patrimoniales qui les détiennent. Afin de ne pas créer de discrimination selon que les contrats de capitalisation sont ou non matérialisés par un titre, l'amendement assure qu'ils soient en tout état de cause inclus dans l'assiette de la taxe.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3366

présenté par

M. Mattei, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 3

I. - A la fin de l'alinéa 45, substituer aux mots :

« qui satisfont cumulativement aux conditions suivantes, à la date de clôture de l'exercice de la société au titre duquel la taxe est due, ne sont pas pris en compte lorsqu'ils correspondent à des titres détenus avant le 1^{er} janvier 2026, ou lorsqu'ils correspondent à la souscription, à compter de cette même date, au capital initial ou aux augmentations de capital, en numéraire ou en nature par apport de biens nécessaires à l'exercice de l'activité de ces sociétés »

les mots:

« détenus avant le 1^{er} janvier 2026 ne sont pas pris en compte lorsque, à la date de l'acquisition de ces titres, ces sociétés satisfaisaient aux conditions cumulatives suivantes : »

II. – En conséquence, après l'alinéa 49, insérer l'alinéa suivant :

« 2° bis Les titres de sociétés qui satisfont, à la date de l'acquisition de ces titres, cumulativement aux conditions mentionnées aux a à d du 2°, acquis à compter du 1^{er} janvier 2026, ne sont pas non plus pris en compte lorsqu'ils correspondent à la souscription, au capital initial ou aux augmentations de capital, en numéraire ou en nature par apport de biens nécessaires à l'exercice de l'activité des sociétés auxquelles ils se rapportent ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à encourager l'investissement, sur le long terme, dans les petites et moyennes entreprises (PME) opérationnelles dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne.

Cet amendement a pour effet de maintenir l'exonération des titres de sociétés détenus par la société holding avant le 1erjanvier 2026, ainsi que l'exonération des titres souscrits à compter de cette même date, lorsque, à la date où ces titres ont été acquis par la société holding patrimoniale, les sociétés satisfaisaient aux critères de définition de la PME européenne exerçant une activité opérationnelle. Par conséquent, quand bien même ces sociétés ne répondraient plus à l'avenir aux critères de la PME tels que définis par l'article 3, les titres détenus par la société holding patrimoniale seraient toujours exclus du calcul de l'assiette de la taxe.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3367

présenté par

M. Mattei, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 3

Après l'alinéa 94, insérer les deux alinéas suivants :

« V bis. – Le montant de la taxe due par les personnes physiques en application du 2 du IV du présent article est diminué du montant des impositions acquittées hors de France sur la valeur des éléments mentionnés au A du III qui présentent des caractéristiques similaires à celle de la taxe prévue au I.

« Lorsque les impositions mentionnées au premier alinéa du présent II sont acquittées hors de France par les sociétés mentionnées au premier alinéa du 2 du IV, leur montant est retenu à proportion de la participation des personnes physiques mentionnées au même alinéa dans ces sociétés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à éviter la double imposition qui résulterait, pour un associé ayant son domicile fiscal en France, de l'assujettissement de la holding étrangère à une imposition comparable à celle instaurée par le présent projet de loi de finances et de sa participation dans cette holding. Dans cet objectif, il est prévu un mécanisme permettant d'imputer, sur la taxe due par les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France qui sont des associés d'une holding dont le siège est situé hors de France, le montant de l'éventuelle taxe similaire à la taxe introduite par l'article 3 qu'elles ont acquittée hors de France sur les mêmes éléments imposables, ou que la holding dont le siège est établi hors de France a acquittée. Dans ce dernier cas, cette imputation est plafonnée à proportion de la participation dans la holding qui sert à asseoir la taxe introduite par l'article 3

précité.

L'excédent de taxe acquittée hors de France sur la taxe due en France n'est pas restituable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3378

présenté par

M. Mattei, Mme Perrine Goulet, Mme Mette, M. Mandon, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Le code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Après l'article 14, il est inséré un article 14 bis ainsi rédigé :
- « Art. 14 bis. Sur option expresse du contribuable exprimée lors de sa déclaration annuelle de revenus, les revenus fonciers des personnes physiques qui donnent un logement à bail pour un usage d'habitation à des personnes avec qui elles n'entretiennent pas de lien de parenté ou d'alliance et à la triple condition que le loyer soit fixé en application du o du 1° du I de l'article 31 et selon les plafonds fixés à l'article 2 terdecies G de l'annexe 3, que la catégorie énergétique de ce bien soit référencée de A à D au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, et que le bail soit consenti pour une durée supérieure ou égale à douze mois sont imposées selon le régime fixé par l'article 200 A du présent code.
- « Les logements détenus et donnés en location dans les conditions prévues au présent article sont exclus, pendant toute la période où ils sont donnés en location, de l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière mentionné à l'article 964 du présent code. »
- 2° Après le 1° du A du 1 de l'article 200 A, il est inséré un 1° bis ainsi rédigé :
- « 1° bis Sur option expresse du contribuable exprimée lors de sa déclaration annuelle de revenus, les revenus fonciers des personnes physiques qui donnent un logement à bail pour un usage d'habitation à des personnes avec qui elles n'entretiennent pas de lien de parenté ou d'alliance et à

la triple condition que le loyer soit fixé en application du *o* du 1 du I de l'article 31 et selon les plafonds fixés à l'article 2 *terdecies* G de l'annexe 3 du présent code, que la catégorie énergétique de ce bien soit référencée de A à D au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, et que le bail soit consenti pour une durée supérieure ou égale à douze mois ; »

II. – Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Les Démocrates vise à créer un statut de l'investisseur immobilier avec application du PFU pour les revenus fonciers en contrepartie d'un engagement de location du bien immobilier de plus d'un an, avec un encadrement des loyers et l'exigence d'un diagnostic de performance énergétique de catégorie D. Ce statut, sur option, n'ouvrirait en échange pas aux bénéfices des autres dispositifs fiscaux en faveur de l'investissement locatif, dont le régime des déficits fonciers.

Les logements détenus et donnés en location sont exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière mentionné à l'article 964 du code général des impôts, pour toute la durée pendant laquelle ils sont donnés à location.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3373

présenté par

M. Mattei, M. Mandon, Mme Mette, Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

Après le deuxième alinéa du 1 de l'article 150-0 D du code général des impôts, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

- « Les gains nets résultant de la cession à titre onéreux de parts ou d'actions d'une société transmis dans le cadre du régime prévu à l'article 787 B du code général des impôts sont constitués par la différence entre le prix effectif de cession des parts ou actions, net de frais et taxes acquittés par le cédant, et leur valeur au jour de la transmission abattue de l'exonération partielle de 75 % prévue au premier alinéa de l'article 787 B du code général des impôts.
- « Lorsque la cession intervient postérieurement à la durée minimale de conservation prévue par l'article 787 B du code général des impôts, et sans remise en cause des engagements mentionnés aux I et II, la valeur d'acquisition retenue pour le calcul de la plus-value peut être majorée selon la durée de détention des titres, dans les conditions suivantes :
- \ll 1° À compter de la sixième année de détention, la valeur abattue est majorée de 33 % ;
- « 2° À compter de la septième année, la majoration est portée à 66 % ;
- « 3° À compter de la huitième année, la majoration est portée à 100 %, équivalente à la valeur initiale au jour de la transmission. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le dispositif Dutreil a été mis en place afin de favoriser la transmission des entreprises au sein de la famille, en évitant ainsi leur démantèlement ou leur vente externe. Ce dispositif est efficace et doit être préservé, toutefois, certaines modalités d'application du régime peuvent aujourd'hui conduire à un détournement de sa finalité, en faisant du Pacte Dutreil un vecteur d'optimisation fiscale. C'est notamment le cas du traitement applicable aux plus-values de cession des titres ayant bénéficié de ce régime.

En l'état du droit, la plus-value réalisée lors de la cession de titres transmis sous le régime Dutreil est calculée en prenant pour valeur d'acquisition celle des titres au jour de la transmission, sans tenir compte de l'abattement de 75 % appliqué pour les droits de mutation. Ce double avantage fiscal, exonération partielle à l'entrée puis plus-value réduite à la sortie, peut conduire à une cession rapide des titres dès l'expiration des engagements de conservation, en contradiction avec l'esprit de long terme du dispositif.

Le présent amendement vise à corriger cette situation en prévoyant que la valeur d'acquisition des titres, pour le calcul de la plus-value, corresponde à leur valeur au jour de la transmission diminuée de l'abattement de 75 % appliqué au titre de l'article 787 B du CGI. Afin de ne pas pénaliser les transmissions sincères et durables, un mécanisme de revalorisation progressive de cette base d'acquisition est introduit. Ainsi, plus la durée de détention post-transmission est longue, plus la base imposable est rehaussée, jusqu'à retrouver la valeur intégrale des titres après huit ans. Ce dispositif incitatif favorise la stabilité capitalistique des entreprises transmises, tout en assurant une meilleure équité fiscale.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3553

présenté par

M. Cosson, M. Blanchet, M. Ott, M. Marion, Mme de Pélichy, M. Mazaury et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Après le 8° du II de l'article 150 U du code général des impôts, il est inséré un 8° bis ainsi rédigé :
- « 8° bis Qui sont cédés jusqu'au 31 décembre 2027, à un ménage devenu accédant ou acquéreur de sa résidence principale pour la première fois. »
- II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La crise du logement inédite que notre pays traverse trouve ses causes dans différents facteurs que sont, notamment, l'augmentation des coûts d'accès à la propriété ou à la location, le manque de construction de logements et la chute de l'offre de logement dans le parc locatif privé et public, facteur aggravé par l'inégalité de traitement avec les bailleurs de locations de meublés de courte durée.

Chacun s'accorde sur l'urgence d'agir et de mettre en place de nouveaux outils pour augmenter l'offre de logement.

Le présent amendement prévoit, pour une durée de 2 ans, l'exonération des plus-values immobilières lorsque l'acquéreur est un primo-accédant qui s'engage à faire du bien acquis sa résidence principale.

L'objet de cet amendement vise à dynamiser l'offre de logements à destination des primoaccédants. Cela aura également pour conséquence de libérer des logements dans le parc locatif public et privé à l'issue de l'acquisition.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3550

présenté par

M. Cosson, M. Blanchet, M. Ott, M. Marion, Mme Le Meur, Mme de Pélichy, M. Mazaury, M. Mandon et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Après le 8° du II de l'article 150 U du code général des impôts, il est inséré un 8° bis ainsi rédigé :
- « 8° bis Qui sont cédés jusqu'au 31 décembre 2027, à un ménage devenu accédant ou acquéreur de sa résidence principale pour la première fois et dont les ressources ne dépassent pas le plafond des barèmes de ressources pour bénéficier des logements « Prêt logements intermédiaires » »
- II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli intègre une condition de ressources de l'acquéreur primo-accédant qui ne doivent pas dépasser le plafond des barèmes de ressources retenus pour bénéficier des logements "prêts logement intermédiaires -PLI.

La crise du logement inédite que notre pays traverse trouve ses causes dans différents facteurs que sont, notamment, l'augmentation des coûts d'accès à la propriété ou à la location, le manque de construction de logements et la chute de l'offre de logement dans le parc locatif privé et public, facteur aggravé par l'inégalité de traitement avec les bailleurs de locations de meublés de courte durée.

Chacun s'accorde sur l'urgence d'agir et de mettre en place de nouveaux outils pour augmenter l'offre de logement.

Le présent amendement prévoit, pour une durée de 2 ans, l'exonération des plus-values immobilières lorsque l'acquéreur est un primo-accédant qui s'engage à faire du bien acquis sa résidence principale.

L'objet de cet amendement vise à dynamiser l'offre de logements à destination des primoaccédants. Cela aura également pour conséquence de libérer des logements dans le parc locatif public et privé à l'issue de l'acquisition.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3549

présenté par

M. Cosson, M. Marion, M. Ott, M. Blanchet, Mme Le Meur, Mme de Pélichy, M. Mazaury, M. Mandon et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Après le 8° du II de l'article 150 U du code général des impôts, il est inséré un 8° bis ainsi rédigé :
- « 8° bis Qui sont cédés jusqu'au 31 décembre 2027, à un ménage devenu accédant ou acquéreur de sa résidence principale pour la première fois et dont les ressources ne dépassent pas de plus de 20 % le plafond des barèmes de ressources pour bénéficier des logements « Prêt logements intermédiaires » »
- II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli intègre une condition de ressources de l'acquéreur primo-accédant qui ne doivent pas dépasser de plus de 20% le plafond des barèmes de ressources retenus pour bénéficier des logements "prêts logement intermédiaires -PLI.

La crise du logement inédite que notre pays traverse trouve ses causes dans différents facteurs que sont, notamment, l'augmentation des coûts d'accès à la propriété ou à la location, le manque de construction de logements et la chute de l'offre de logement dans le parc locatif privé et public, facteur aggravé par l'inégalité de traitement avec les bailleurs de locations de meublés de courte durée.

Chacun s'accorde sur l'urgence d'agir et de mettre en place de nouveaux outils pour augmenter l'offre de logement.

Le présent amendement prévoit, pour une durée de 2 ans, l'exonération des plus-values immobilières lorsque l'acquéreur est un primo-accédant qui s'engage à faire du bien acquis sa résidence principale.

L'objet de cet amendement vise à dynamiser l'offre de logements à destination des primoaccédants. Cela aura également pour conséquence de libérer des logements dans le parc locatif public et privé à l'issue de l'acquisition.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3377

présenté par

M. Mattei, M. Mandon, Mme Mette, Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Le code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Les cinq premiers alinéas du I de l'article 150 VC sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :
- « I. La plus-value brute réalisée sur les biens ou droits mentionnés aux articles 150 U, 150 UB, 150 UC est réduite d'un abattement correspondant à l'actualisation du prix d'acquisition tel qu'il est mentionné dans les actes en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.
- « Pour l'application de l'abattement mentionné au premier alinéa, la durée de détention est décomptée : »
- « 10 % des recettes de l'impôt sur la plus-value immobilière réalisées au titre du présent article sont reversées aux collectivités territoriales compétentes, selon des modalités fixées par décret. »
- 2° Après le mot : « taux », la fin de la première phrase de l'article 200 B est ainsi rédigée : « mentionné au 1° du B du 1 de l'article 200 A. »II. Le présent article s'applique aux cessions de biens ou droits de terrains à bâtir définis au 1° du 2 de l'article 257 du code général des impôts à compter du 1^{er} janvier 2027.

III. – Le présent article s'applique aux cessions de biens ou droits mentionnés aux articles 150 U, 150 UB et 150 UC autres que les terrains à bâtir définis au 1° du 2 de l'article 257 du code général des impôts ou les droits qui s'y rapportent à partir du 1^{er} janvier 2028.

IV. — La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I er du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les plus-values immobilières – hors résidence principale – sont soumises à l'IR et aux prélèvements sociaux lorsqu'elles sont réalisées à l'occasion de la cession d'un bien immobilier ou d'un droit relatif à un immeuble.

La plus-value imposable est calculée par la différence entre le prix de vente et le prix d'achat — avec éventuellement un abattement pour la durée de détention ainsi que différentes majorations du prix de vente comme les dépenses de travaux (évaluées au forfait ou au réel). Le montant de l'impôt dû, après abattements si applicables, est égal à 19 % de la plus-value au titre de l'IR et 17,2 % au titre des prélèvements sociaux, soit 36,2 % de la plus-value imposable. L'abattement pour la durée de détention est fonction de cette dernière et diffère entre l'IR et les prélèvements sociaux. En conséquence, la plus-value immobilière est exonérée au bout de 22 ans au titre de l'IR et au bout de 30 ans au titre des prélèvements sociaux.

Ce mécanisme conduit à désinciter à la circulation du capital immobilier — le vendeur étant encouragé à conserver son bien sur une longue durée, particulièrement à l'approche de l'exonération totale sans forcément l'entretenir — ce qui peut conduire à de l'habitat dégradé. Cette exonération fonction de la durée de détention semble de plus injuste dans le sens où la plus-value — particulièrement en raison de la possibilité d'abattre de cette dernière la valeur des travaux réalisés — ne sont pas dues en majeure partie à l'action du propriétaire mais bien plus des conditions de marché. Le groupe Les Démocrates souhaitesupprimer ces abattements pour durée de détention en le remplaçant par un abattement équivalent à l'actualisation de la valeur d'acquisition du bien en fonction de l'inflation pour déterminer la plus-value imposable. Dans le même temps, nous souhaitons appliquer, de la même manière que les plus-values mobilières, le prélèvement forfaitaire unique, aujourd'hui à 30 %. Ce système nous paraît plus juste.

Par ailleurs, afin de soutenir les collectivités territoriales et d'accompagner les politiques locales de logement et d'aménagement, 10 % des recettes issues de l'impôt sur la plus-value immobilière seraient reversées aux collectivités territoriales compétentes.

Toutefois, le caractère systémique d'une telle mesure demande un temps d'adaptation pour tous les acteurs. Ainsi, cette réforme s'appliquerait à compter du 1er janvier 2027 pour les terrains à bâtir et à partir du 1er janvier 2028 pour les biens bâtis. L'entrée en vigueur progressive de la réforme pourrait par ailleurs créer un choc d'offre dans les deux ans à venir, ce qui serait très bénéfique dans la période actuelle.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3359

présenté par

M. Mandon, M. Mattei, Mme Mette, Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

I. – Le 2 du I de l'article 163 bis G du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas d'échange sans soulte de titres souscrits en exercice de bons résultant d'une opération d'apport réalisée conformément à la règlementation en vigueur, l'impôt est dû au titre de l'année de disposition, de cession, de conversion au porteur ou de mise en location des titres reçus en échange, autre qu'une opération d'échange sans soulte réalisée conformément à la règlementation en vigueur et au plus tard, en cas d'opérations d'échange sans soulte successives, au titre de la dixième année qui suit l'année au cours de laquelle l'opération d'apport initiale concernée est intervenue. Les conditions prévues au 1 du I sont appréciées à la date de disposition, de cession ou de conversion au porteur ou de mise en location des titres reçus en échange au titre de laquelle l'impôt est dû ».

- II. Le I s'applique aux apports réalisés à compter du 1^{er} janvier 2026.
- III. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) sont des instruments financiers qui ont été créés pour encourager les salariés et dirigeants destartups à entrer dans le capital de l'entreprise créée et à y rester.

Ce sont en pratique des bons d'achat accordés à des salariés (ou à des dirigeants d'entreprise) afin de leur permettre d'acheter des titres de la société durant une période fixée et à un prix peu élevé déterminé le jour de leur attribution.

L'article 92 de la loi de finances pour 2025 a modifié le régime fiscal applicable aux BSPCE en distinguant les gains de nature salariale et les gains de cession patrimoniale provenant des actions acquises par cette voie.

Cette distinction pourrait avoir des conséquences non négligeables sur l'attractivité du dispositif dans la mesure où lors d'opérations d'apports de titres dans le cadre d'une réorganisation actionnariale de l'entreprise. Dans ce cas précis, les détenteurs de BSPCE ne pourraient pas bénéficier du régime de report d'imposition et devraient donc payer l'impôt puis s'ils le souhaitent, réinvestir dans de nouvelles actions après la réorganisation. Alors même que c'est une simple réorganisation de l'actionnariat.

Cet amendement propose d'améliorer le régime existant en prévoyant que quelque soient les situations, l'impôt sera au plus tard dû au titre de la dixième année qui suit l'année au cours de laquelle l'opération de réorganisation de l'actionnariat est intervenue.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3368

présenté par

M. Mattei, M. Mandon, Mme Mette, Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Le code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Le I de l'article 779 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- « Dans le cadre d'un rachat de sommes, rentes ou valeurs telles que définies au I de l'article 990-I, dans le cadre de contrats qui bénéficient de l'abattement fixe de 152 500 €, les primes versées avant le 1^{er} octobre 2025 et avant les 70 ans du titulaire pourront faire l'objet, entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026, pour tous les titulaires de contrats âgés de plus de 70 ans, d'une donation bénéficiant d'un abattement de 152 500 € par donataire. »
- 2° Après le premier alinéa du I de l'article 990 I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- « L'abattement appliqué, entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026, dans le cadre du dispositif de rachat de sommes, rentes ou valeurs prévu au I de l'article 779 est imputé sur les abattements prévus par l'alinéa précédent. L'abattement alors utilisé est décompté de ceux de même nature applicable au moment du décès. »
- II. Ce dispositif prévu est en vigueur du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.
- III. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose de permettre une transmission par anticipation aux bénéficiaires de contrats d'assurances vie des primes versées avant le 1er octobre 2025 par les titulaires avant leurs 70 ans, et ayant atteint 70 ans au 31 décembre 2025, dans la limite de 152 500 € par bénéficiaire.

Les transmissions de patrimoine au décès ou au cours de la vie doivent être facilitées. Les patrimoines constitués l'ont été le plus souvent à partir de revenus qui ont déjà été taxés.

Cet amendement vise à favoriser la donation et l'investissement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3369

présenté par

M. Mattei, Mme Perrine Goulet, M. Mandon, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

I. – Après le a de l'article 787 B du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« a bis. L'âge d'au moins un des donataires doit être compris entre dix-huit et soixante ans au jour de la transmission. »

II. – Après le *b* de l'article 787 C, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« b bis. L'âge d'au moins un des donataires doit être compris entre dix-huit et soixante ans au jour de la transmission. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le dispositif Dutreil a été mis en place afin de favoriser la transmission des entreprises au sein de la famille, en évitant ainsi leur démantèlement ou leur vente externe. Cependant, il n'intègre aucun critère d'âge des donataires, ce qui peut nuire à l'efficacité économique du mécanisme.

D'une part, transmettre des titres à une personne mineure interroge la logique même du pacte Dutreil. À 16 ou 17 ans, il est illusoire d'envisager une participation active et éclairée à la gestion d'une entreprise. L'absence de maturité juridique et économique empêche le jeune donataire de jouer un rôle dans la conduite de l'entreprise, alors que cette transmission bénéficie d'un avantage fiscal significatif. D'autre part, retarder excessivement la transmission a également des effets

économiques négatifs. Selon une étude de BPCE sur les cessions-transmissions d'entreprises (à partir des chiffres du Bodacc), la part des dirigeants âgés de plus de 66 ans a presque doublé entre 2010 et 2020, passant de 6,2 % à 11,3 %. Or, plus les dirigeants sont âgés, plus leur probabilité de céder leur entreprise a tendance à se réduire. Ainsi, on assiste à une accumulation de stock d'entreprises qui ne sont pas cédées avec à leur tête de vieux dirigeants. Ce phénomène a deux conséquences très préjudiciables pour l'économie : un sous-investissement chronique car ces dirigeants sont moins enclins à engager des projets de croissance et une sous-valorisation progressive de l'entreprise, faute de dynamisme ou de projection à long terme.

Cet amendement propose de réformer le pacte Dutreil en introduisant un cadre d'âge pour les donataires : au moins l'un d'entre eux doit être âgé entre 18 et 60 ans au jour de la transmission. Ce critère simple et équilibré permet de favoriser une reprise active de l'entreprise, tout en évitant les transmissions purement patrimoniales dépourvues d'intention entrepreneuriale réelle.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3379

présenté par

M. Mattei, Mme Perrine Goulet, M. Mandon, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. Le chapitre II *bis* du titre IV de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° L'intitulé est ainsi rédigé : « Impôt sur la fortune improductive » ;
- 2° L'article 964 est ainsi modifié :
- a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- le mot : « immobiliers » est remplacé par le mot : « improductifs » ;
- − le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;
- b) Au deuxième alinéa, le montant : « 1 300 000 € » est remplacé par le montant : « 2 000 000 € » ;
- 3° L'article 965 est ainsi modifié :
- a) Au premier alinéa, le mot : « immobilière » est remplacé par le mot : « improductive » ;
- b) Après le 1°, sont insérés des 1° bis à 1° quater ainsi rédigés :

« 1° bis Les sommes, rentes ou valeurs d'assurance-vie, exclusions faite de celles placées en unités de compte tels que mentionnées à l'article L. 131-1 du code des assurances, ainsi que les liquidités et placements financiers assimilés ;

- »1° ter Les actifs numériques mentionnés à l'article L. 54-10-1 du code monétaire et financier ;
- « 1° quater Les biens meubles corporels ; »
- 4° L'article 975 est complété par un VII ainsi rédigé :
- « VII. Sont exonérés les biens des contribuables qui donnent un logement à bail pour un usage d'habitation à des personnes avec qui ils n'entretiennent pas de lien de parenté ou d'alliance et à la triple condition que le loyer soit fixé en application du 0 du 1° du I de l'article 31 et selon les plafonds fixés à l'article 2 terdecies G de l'annexe 3, que la catégorie énergétique de ce bien soit référencée de A à D au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, et que le bail soit consenti pour une durée supérieure ou égale à douze mois. »
- 5° L'article 977 est ainsi rédigé :
- « Art. 977. L'impôt sur la fortune improductive est calculé à un taux unique de 1 % appliqué à la fraction de la valeur nette taxable du patrimoine excédant 2 000 000 €. »
- II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis le 1er janvier 2018, l'ISF a été remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière. Cependant l'assiette de l'IFI apparaît aujourd'hui incohérente économiquement. Elle inclut les actifs immobiliers non affectés à l'activité professionnelle de leur propriétaire qui dans bien des situations, contribuent pourtant au dynamisme de l'économie française. Dans le même temps, l'IFI exclut de son assiette des biens improductifs : or, pièces de monnaie, voitures de collection, yacht, œuvres d'art.

Afin d'encourager l'investissement productif, le présent amendement propose de réformer l'IFI pour qu'il se rapproche d'un impôt sur la fortune improductive en sortant de son assiette les actifs immobiliers productifs - étant considérés comme tel les biens loués à plus d'un an répondant à des critères notamment environnementaux – tout en y intégrant y conservant ou intégrant les actifs improductifs : bien immobiliers non productifs, biens meubles corporels (objets précieux, voitures, yachts, avions, meubles meublants, etc.), actifs numériques, assurance-vie pour les fonds non alloués à l'investissement productif.

Afin de cibler les patrimoines les plus élevés, le seuil d'entrée dans l'impôt est relevé à 2 000 000 €, contre 1 300 000 € actuellement.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, le barème progressif est remplacé par un taux unique de 1 % appliqué à la fraction du patrimoine net taxable excédant ce seuil.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3371

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

Tout salarié, dont le revenu brut est inférieur ou égal à 43 300 € par an, peut demander une fois au cours des cinq premières années un déblocage anticipé, de tout ou partie des sommes investies sur un plan d'épargne d'entreprise ou un plan d'épargne interentreprises, sans condition de motif et dans la limite de 10 000 euros. Les sommes ainsi débloquées bénéficient du même régime fiscal et social que celles débloquées de manière exceptionnelle.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'épargne salariale est un outil essentiel de partage de la valeur en entreprise. Elle permet à tous les salariés, quel que soit leur niveau de rémunération, d'accéder à une épargne complémentaire, souvent abondée par l'employeur.

Toutefois, dans sa forme actuelle, l'épargne salariale reste insuffisamment accessible aux salariés modestes, qui peuvent avoir besoin de liquidité ponctuelles sans pour autant remplir les conditions strictes de déblocage anticipé prévues par la loi (mariage ou conclusion d'un PACS, naissance, catastrophe naturelle).

Le présent amendement propose d'introduire un cas de déblocage non lié à un événement exceptionnel, autorisé une seule fois dans les cinq premières années, pour renforcer l'utilité concrète de l'épargne salariale auprès des bas salaires. Seront concernés les salariés dont le revenu est inférieur ou égal au salaire brut annuel moyen (43 300 euros).

En permettant à ces salariés de débloquer l'épargne salariale, cette mesure contribuerait àaccroître l'attractivité et l'efficacité sociale des dispositifs d'épargne salariale, tout en préservant l'équilibre fiscal du système.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3380

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

Le 6° bis Le 2° du II de l'article 150 U du code général des impôts est abrogé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'exonération d'impôt sur la plus-value réalisée lors de la première cession d'un logement situé en France par des personnes physiques non-résidentes, ressortissantes d'un État membre de l'Espace économique européen, dans la limite de 150 000 € de plus-value nette imposable.

Cette mesure, instituée pour favoriser la mobilité intra-européenne, constitue aujourd'hui une niche fiscale difficilement justifiable, créant un régime de faveur pour les non-résidents par rapport aux contribuables domiciliés fiscalement en France.

Son coût budgétaire, évalué à 15 millions d'euros, bénéficie à un nombre limité de contribuables, sans effet incitatif avéré, et engendre des effets d'aubaine. La suppression de cette dépense fiscale permettrait de simplifier la fiscalité des plus-values immobilières et de renforcer l'équité entre contribuables résidents et non-résidents, tout en générant un gain de recettes pour l'État.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3376

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

Le Gouvernement publie, au plus tard le 1^{er} janvier 2026, le ou les décrets et instructions fiscales nécessaires à la mise en œuvre complète des dispositions prévues à l'article 119 *bis* A du code général des impôts dans sa rédaction issue de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement d'appel.

Le présent amendement vise à garantir la pleine application du dispositif de lutte contre la fraude dite « CumCum », voté par le Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 2025.

Ce dispositif renforce la retenue à la source sur les dividendes distribués à des non-résidents, en introduisant la notion de bénéficiaire effectif et en élargissant la clause anti-abus. Il a pour objet d'empêcher les transferts temporaires de titres réalisés à des fins d'évitement de l'impôt sur les dividendes.

La mise en œuvre de cette réforme a toutefois suscité des inquiétudes quant à sa portée effective. Ainsi, afin d'éviter tout nouveau décalage entre la loi votée et son application, le présent amendement d'appel propose de fixer au 1er janvier 2026 la date limite de publication des textes d'application.

Cette disposition ne crée aucune charge nouvelle pour l'État : elle vise uniquement à assurer la transparence et la fidélité de l'application de la loi, conformément à l'intention exprimée par la représentation nationale.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1033

présenté par M. Becht, Mme Klinkert, M. Lemaire, M. Hetzel, Mme Buffet et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:

- I. Le V de l'article 48 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est complété par des alinéas ainsi rédigés :
- « Les redevables qui réalisent une part majoritaire de leur chiffre d'affaires en France bénéficient d'une réduction du montant de la contribution exceptionnelle déterminée en fonction de la proportion du chiffre d'affaires réalisé en France par rapport au chiffre d'affaires total réalisé en France et hors de France.
- « Le taux de cette réduction est déterminé comme suit :
- $\ll -10\%$ de la contribution exceptionnelle lorsque le chiffre d'affaires réalisé en France est supérieur à 50 % et inférieur à 70 % du chiffre d'affaires total réalisé en France et hors de France ;
- « 15 % de la contribution exceptionnelle lorsque le chiffre d'affaires réalisé en France est supérieur à 70 % et inférieur à 90 % du chiffre d'affaires total réalisé en France et hors de France ;
- $\ll -20 \%$ de la contribution exceptionnelle lorsque le chiffre d'affaires réalisé en France est supérieur à 90 % du chiffre d'affaires total réalisé en France et hors de France.
- « Cette réduction est déduite du montant de la contribution exceptionnelle due en application des dispositions du I au IV du présent article 48.
- « Pour le calcul de cette réduction :
- « Le numérateur est constitué par le chiffre d'affaires réalisé en France au sens du II par le redevable. Par exception, lorsque l'entité appartient à un Groupe au sens de l'article 223 VK 26 du code général des impôts, le chiffre d'affaires à prendre en compte dans le numérateur est celui

réalisé en France par l'ensemble des entités appartenant audit Groupe défini à l'article 223 VK 26 du même code.

« – Le dénominateur est constitué par le chiffre d'affaires réalisé en France au sens du II par le redevable, majoré du chiffre d'affaires réalisé hors de France par le redevable. Par exception, lorsque l'entité appartient à un Groupe au sens de l'article 223 VK 26 dudit code, le chiffre d'affaires à prendre en compte dans le dénominateur est le chiffre d'affaires total réalisé en France et hors de France par l'ensemble des entités appartenant dudit Groupe défini à l'article 223 VK 26 du même code. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La référence au chiffre d'affaires pour déterminer le champ d'application de la contribution exceptionnelle aboutit à toucher plus durement les entreprises ayant une forte activité sur le territoire français alors même que ce sont précisément celles qui contribuent le plus à l'économie locale et nationale, à la croissance et à l'emploi en France. Ces entreprises plus particulièrement touchées par cette surtaxe sont déjà les plus fortes contributrices à l'impôt sur les sociétés en France.

Aussi, le présent amendement permet aux entreprises ayant choisi de maintenir leur activité sur le territoire français de bénéficier d'une diminution du montant de cette contribution en fonction de leur contribution à l'effort national.

Cette réduction est fonction de la proportion du chiffre d'affaires réalisé sur le territoire français par rapport au chiffre d'affaires total du redevable ou de son groupe, étant précisé qu'elle ne s'applique que pour les groupes qui réalisent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires mondial en France.

Lorsque l'entité appartient à un groupe GloBE, la notion de groupe retenue pour le calcul de cette réduction, est celle utilisée pour les besoins de la réglementation Pilier 2 de l'OCDE applicable en France, à la suite de la transposition par la loi de finances pour 2024 de la directive européenne (UE)2022/2523 du 15 décembre 2022.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3381

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 5

Supprimer l'alinéa 15.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi de finances prévoit notamment la suppression totale de la réduction d'impôt pour frais de scolarité, en la comprenant parmi les dispositifs « dont la

justification ou l'efficacité sont contestables ».

Or, cette réduction d'impôt présente un caractère forfaitaire, ce qui la rend structurellement plus favorable aux contribuables dont les revenus sont les moins élevés

(à l'instar du nouvel abattement forfaitaire sur les revenus des personnes retraitées). C'est pourquoi il paraît équitable de la maintenir.

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-464

présenté par Mme Spillebout, Mme Vidal, M. Frébault, M. Falorni et M. Ott

ARTICLE 5

- I. Substituer à l'alinéa 16 les alinéas suivants :
- « 13° L'article 199 vicies A du code général des impôts est ainsi modifié :
- « a) Le 1 est ainsi modifié :
- $ext{$\it w$}$ Les mots : $ext{$\it w$}$ d'une réduction d'impôt sur le revenu » sont remplacés par les mots : $ext{$\it w$}$ d'un crédit d'impôt » ;
- « Les mots : « qu'ils accordent à des exploitants agricoles âgés de moins de quarante ans qui s'installent ou sont installés depuis moins de cinq ans, » sont remplacés par les mots : « ou du paiement sans différé » ;
- « À la fin, est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « La vente doit être réalisée au profit d'exploitants agricoles qui s'installent ou qui sont installés depuis moins de cinq ans et qui justifient de l'octroi des aides à l'installation des jeunes agriculteurs mentionnées au I de l'article 73 B. » ;
- « b) Le premier alinéa du 2 est ainsi modifié :
- « Au début, les mots : « La réduction » sont remplacés par les mots : « Le crédit » ;
- « À la fin, sont ajoutés les mots : « pour la vente avec différé de paiement : » ;
- « c) Le 3 est ainsi rédigé :
- « 3. Le crédit d'impôt s'applique lorsque les conditions suivantes sont remplies pour la vente sans différé de paiement :
- « a) Le contrat de vente est passé en la forme authentique ;

- « b) Les montants pratiqués doivent être évalués par un organisme comptable ;
- « c) Le prix est payé en numéraire ;
- « d) La société doit être gérée majoritairement par des associés exploitants ; »
- « d) Après le 3, sont insérés un 3 bis et un 3 ter ainsi rédigés :
- « 3 bis. La cession d'actifs doit intervenir entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2035.
- « 3 ter. Le crédit d'impôt est égal à 50 % des intérêts perçus dans la limite d'un plafond annuel de 15 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 20 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité.
- « Le crédit d'impôt est égal à 50 % du prix de vente dans la limite d'un plafond annuel de 20 000 € pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 25 000 € pour les contribuables mariés ou les partenaires liés par un pacte civil de solidarité. »
- II. Compléter cet article par les deux alinéas suivants :
- « V. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue aux au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »
- « VI. Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à créer un crédit d'impôt transmission, en lieu et place de la réduction d'impôt prévue à l'article 199 vicies A du code général des impôts, afin d'encourager la cession d'exploitations agricoles à de jeunes agriculteurs.

Dans un contexte de renouvellement difficile des générations, il s'agit de redonner un intérêt économique concret à la transmission, y compris pour les ventes sans différé de paiement, et de tenir l'engagement pris par le Gouvernement de soutenir fiscalement la reprise des exploitations. Cet amendement a été travaillé avec les Jeunes Agricultures du Nord-Pas-de-Calais. Tel est l'objet du présent amendement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3383

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 5

Après l'alinéa 23, insérer l'alinéa suivant :

« 20° bis L'article 238 bis AB est abrogé; »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement supprime la possibilité pour les entreprises de déduire du résultat imposable, sur cinq ans, le prix d'acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants et d'instruments de musique. Cette mesure constitue un manque à gagner pour l'État estimé à environ cinq millions d'euros par an. Elle bénéficie à un nombre limité d'entreprises et son impact économique direct est jugé faible au regard de son coût fiscal. La suppression de cette niche fiscale permettrait de rationaliser la fiscalité des entreprises et de réduire le déficit public tout en simplifiant les obligations déclaratives.

ASSEMBLÉE NATIONALE

16 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-22

présenté par M. Ramos et M. Ott

ARTICLE 5

Supprimer les alinéas 32 à 38.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi de finances pour 2026 prévoit une hausse brutale de la fiscalité applicable aux biocarburants français d'origine agricole, le Superéthanol-E85 et le B100, respectivement de 380 % et 400 %.

Cette mesure, proposée sans concertation préalable, ne s'appuie sur aucune étude d'impact, ni évaluation des conséquences économiques, sociales, agricoles, industrielles, environnementales ou de souveraineté. Elle repose sur des hypothèses techniques contestables, ignorant les effets sur le revenu agricole, sur le prix de l'ensemble des carburants routiers et sur la souveraineté énergétique et protéinique de la France. Pire encore, cette hausse de taxation, en supprimant l'incitation économique existante, ferait rebasculer les consommateurs, automobilistes et transporteurs, vers les carburants fossiles importés et très carbonés au détriment des carburants les plus décarbonés et les plus français. En effet, le Superéthanol-E85 contient jusqu'à 85% de bioéthanol dont la France est le premier producteur européen, en utilisant près de 100% de matières premières françaises (blé, maïs, betterave, déchets et résidus de transformation et vinique). De même, le B100 est constitué à 100% de biodiesel produit à partir de matières premières françaises telles que le colza. L'huile de palme et le soja ne sont pas utilisés dans les biocarburants consommés en France.

Les biocarburants d'origine agricole constituent pourtant un levier stratégique pour la transition écologique, le tissu industriel des territoires et la souveraineté protéinique et énergétique de la France. Remettre en cause leur fiscalité de manière précipitée entraînerait des conséquences structurelles majeures pour l'ensemble des filières concernées ainsi que pour les automobilistes et transporteurs routiers, au-delà même des seuls utilisateurs de Superéthanol-E85 et de B100. Une

telle mesure fragiliserait le revenu de plus de 120 000 exploitants agricoles, compromettrait l'équilibre industriel des territoires en menaçant plus de 30 000 emplois, freinerait la décarbonation du secteur des transports, et provoquerait une hausse du prix des carburants.

De surcroît, dans un contexte géopolitique incertain, une telle mesure remettrait en cause la contribution du monde agricole à la souveraineté énergétique et protéinique de la France.

Les filières françaises des biocarburants d'origine agricole coproduisent en effet chaque année plus d'un million de tonnes de tourteaux de colza et 540 000 tonnes de drêches de céréales, évitant l'importation de tourteaux de soja et portant l'autonomie protéinique de la France à 55 %, contre 30 % dans le reste de l'Union européenne. Cette mesure irait à l'encontre de l'objectif de stabilité et de visibilité attendu par les acteurs économiques et voulu par les pouvoirs publics, tout en favorisant le recours aux importations de carburants fossiles.

Enfin, cette mesure est proposée en totale méconnaissance des répercussions graves qu'elle aurait sur les filières sucre, amidonnière et huile dont la France est leader dans l'UE. Les biocarburants sont en grande partie produits dans des bioraffineries dont la production prioritaire est l'alimentation humaine (sucre, amidon et huile). A l'instar des grands concurrents internationaux (USA, Brésil etc.), cette diversification des débouchés est indispensable à la compétitivité des filières françaises. Remettre en cause un débouché aussi important que les biocarburants affaiblirait considérablement ces dernières sur un marché de plus en plus ouvert aux importations.

Dans ce contexte, le présent amendement a pour objet de retirer du projet de loi de finances pour 2026 la hausse brutale de la fiscalité applicable au Superéthanol-E85 et au B100. Ce retrait permettrait d'engager une concertation approfondie avec l'ensemble des parties prenantes, en tenant compte des impacts agricoles, industriels, sociaux et environnementaux, en s'appuyant sur le rééquilibrage en cours de la règlementation européenne sur les émissions de CO2 des véhicules légers et des véhicules lourds à l'horizon 2035. Il en va de la contribution du monde agricole à la souveraineté protéinique et énergétique. Tel est l'objet de cet amendement proposé par la FNSEA 45.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2800

présenté par Mme Lingemann, M. Martineau, M. Daubié et M. Ott

ARTICLE 10

I. – À l'alinéa 19, substituer aux mots :
« délai d'un an »
les mots :
« délai de vingt-quatre mois ».
II. – En conséquence, à l'alinéa 23, substituer aux mots :
« délai d'un an »

les mots:

« délai de vingt-quatre mois ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« V. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Si l'article 10 met en place un dispositif particulièrement appréciable d'exonération de la différence entre l'indemnité perçue au titre de l'abattage sanitaire des animaux et la valeur nette à l'actif de ces animaux à la date de leur abattage, la condition d'emploi de l'indemnité pour la reconstitution du cheptel, si elle est justifiée, est actuellement trop restrictive car le délai d'un an n'est pas suffisant.

En effet, la reconstitution du cheptel est une opération à concevoir sur le long terme, d'autant plus que l'abattage emporte la disparition, bien souvent, sinon de la totalité du cheptel, en tout cas de la majorité des bêtes qui le composent.

En pratique, il est donc nécessaire d'étendre le délai d'un an prévu à l'article 10 à deux ans, soit vingt-quatre mois à compter de la perception de l'indemnité. Une telle extension permettra de donner au nouveau dispositif toute son efficience et facilitera son appréhension par les éleveurs durement touchés par les récentes épidémies, à l'image de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) qui frappe actuellement les agriculteurs.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3385

présenté par

Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet,
M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, Mme Darrieussecq, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
M. Lecamp, M. Mandon, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Pahun, M. Frédéric Petit,
Mme Maud Petit, Mme Poueyto, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 10

I. – À l'alinéa 19, substituer aux mots :
« d'un an »,
les mots :
« de vingt-quatre mois ».
II. – En conséquence, à l'alinéa 23, substituer aux mots :
« d'un an »,
les mots :

III. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« de vingt-quatre mois ».

 \ll V. — La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à étendre de douze à vingt-quatre mois le délai laissé aux exploitants agricoles pour reconstituer leur cheptel, après avoir perçu l'indemnisation prévue par l'article 10, en cas d'abattage d'animaux à la suite d'un évènement sanitaire.

Si l'article 10 met en place un dispositif particulièrement appréciable d'exonération de la différence entre l'indemnité perçue au titre de l'abattage sanitaire des animaux et la valeur nette à l'actif de ces animaux à la date de leur abattage, la condition d'emploi de l'indemnité pour la reconstitution du cheptel, si elle est justifiée, est actuellement trop restrictive car le délai d'un an n'est pas suffisant.

En effet, la reconstitution d'un cheptel ne se limite pas au simple rachat d'animaux, mais comprend l'élevage des génisses dans des conditions optimales, la remise en l'état des installations et le respect des contraintes sanitaires.

En pratique, il est donc nécessaire d'étendre le délai d'un an prévu à l'article 10 à deux ans, soit vingt-quatre mois à compter de la perception de l'indemnité. Une telle extension permettra de donner au nouveau dispositif toute son efficience et facilitera son appréhension par les éleveurs durement touchés par les récentes épidémies, à l'image de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) qui frappe actuellement les agriculteurs.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1503

présenté par Mme Le Feur, M. Pahun, M. Bothorel, M. Frébault, M. Falorni et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. Le code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Le I de l'article 15 est ainsi rétabli :
- « I. Les revenus issus d'un bail rural mentionné aux articles L. 411-1 à L. 493-1 du code rural et de la pêche maritime ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu. » ;
- 2° À la fin du I de l'article 1394 B bis, le taux : « 30 % » est remplacé par le taux : « 50 % » ;
- 3° Le premier alinéa de l'article 1394 D est ainsi rédigé :
- « Les propriétés non bâties dont le propriétaire a conclu un contrat mentionné à l'article L. 132-3 du code de l'environnement ou à l'article L. 411-27 du code rural et de la pêche maritime sont exonérées de taxe foncière sur les propriétés non bâties pendant toute la durée du contrat. » ;
- 4° L'article 1395 B bis est ainsi modifié :
- a) Le I est ainsi modifié:
- à la fin du premier alinéa, les mots : « à concurrence de 50 % lorsqu'elles figurent sur une liste dressée par le maire sur proposition de la commission communale des impôts directs et qu'elles font l'objet d'un engagement de gestion pendant cinq ans portant notamment sur le non-retournement des parcelles et la préservation de l'avifaune, sans exclure la pratique de la chasse, sous réserve que celle-ci soit associée à la préservation et à l'entretien des habitats » sont remplacés par les mots : « lorsqu'elles font l'objet d'un engagement de gestion pendant cinq ans sur le non-retournement des parcelles en cause et la préservation de la biodiversité. » ;

– le troisième alinéa est ainsi rédigé : « La liste des parcelles éligibles ainsi que les modifications qui sont apportées à cette liste sont communiquées par le préfet à l'administration des impôts avant le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'année d'imposition. »;

- b) Le II est abrogé.
- II. Au quatrième alinéa de l'article L. 415-3 du code rural et de la pêche maritime, le mot : « intégralement » est remplacé par le mot : « partiellement ».
- III. Les I et II s'appliquent à compter des impositions dues au titre de l'année 2026.
- IV. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.
- V. La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose, en cohérence avec les conclusions de la mission d'information sur l'artificialisation des sols et la proposition de loi transpartisane visant à réussir la transition foncière, d'adapter la fiscalité afin d'encourager la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) en exonérant totalement de taxe foncière sur les propriétés non bâties les terres agricoles soumises à un bail rural à clauses environnementales (BRE) ou à un contrat d'obligations réelles environnementales (ORE), en augmentant l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties de 30 % à 50 % en faveur des propriétaires d'ENAF, en exonérant d'impôt sur le revenus issus du fermages et en renforçant les exonérations existantes pour les terrains situés en zone humide.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2801

présenté par Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. Le second alinéa du IIde l'article 72 B bis du code général des impôts du présent article est supprimé.
- II. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 58 de la loi de finances pour 2019 a rétabli le dispositif du blocage des stocks à rotation lente au profit des exploitants titulaires de bénéfices agricoles déterminés selon le mode réel.

Ce dispositif, optionnel, codifié à l'article 72 B bis du CGI, permet à l'exploitant de ne pas réviser à la clôture de chaque exercice la valeur de ses stocks et évite ainsi de devoir constater un produit imposable à concurrence de la variation susceptible d'en résulter.

Le produit considéré demeure imposable, mais ne le sera qu'avec les résultats de l'exercice au cours duquel intervient la vente du stock considéré.

Le dispositif répond à un besoin des exploitants agricoles en leur permettant de ne pas être fiscalisés sur leurs stocks dont la valeur augmente à chaque clôture mais qui ne leur apportent aucune trésorerie faute d'être vendus (stocks de vins ou de bovins par exemple). Pour autant, ce dispositif intéressant reste d'une mise en œuvre marginale. Alors même qu'il pourrait être utilisé par la viticulture en proie à des difficultés sans précédent.

En effet, l'option pour le blocage des stocks est exclusive de celles prévues pour l'étalement des revenus exceptionnels, article 75-0 A du CGI et surtout pour le régime de la moyenne triennale, article 75-0B du CGI, très largement pratiqué par les exploitants agricoles et viticoles.

Ces exclusions ne sont cependant pas justifiées : l'utilisation conjointe du blocage des stocks et de la moyenne triennale, voire rarement de l'étalement des revenus exceptionnels, n'ont pas pour conséquence d'amplifier les effets fiscaux des dispositifs précités ni de générer des optimisations. La moyenne triennale vise l'ensemble des bénéfices agricoles et non les seuls profits sur stocks qui se trouvent seulement lissés par l'effet de la moyenne.

Dès lors, il est proposé de permettre aux exploitants agricoles et viticoles soumis au régime réel d'imposition de bénéficier pleinement des dispositifs déjà instaurés par la loi fiscale, sans restriction de principe.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3387

présenté par

M. Mandon, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. Après l'article 72 F du code général des impôts, il est inséré un article 72 G ainsi rédigé :
- « Art. 72 G. Les exploitants agricoles peuvent constituer une réserve spéciale d'autofinancement figurant au passif du bilan.
- « La dotation à la réserve spéciale d'autofinancement ne peut résulter que d'un prélèvement sur le bénéfice comptable de l'exercice dans la limite fixée au *b* du I de l'article 219 du code général des impôt par période de douze mois.
- « Les sommes ainsi mises en réserve font l'objet d'une imposition séparée au taux fixé au *b* du I de l'article 219 du code général des impôts.
- « Tout prélèvement sur la réserve spéciale d'autofinancement entraîne la réintégration des sommes correspondantes dans les bénéfices courants de l'exercice en cours. Il donne droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt initialement acquittée.
- « Toutefois, les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables lorsque les sommes prélevées sur la réserve spéciale d'autofinancement permettent de financer une immobilisation amortissable nécessaire à la transition agroécologique ou à la lutte contre le changement climatique tels que définis par décret. La base amortissable de ces biens est réduite à due concurrence de la somme affectée. »

- II. Le A de l'article L. 136-4 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :
- 1° Au premier alinéa, après la seconde occurrence du mot : « activités », sont insérés les mots : « et des prélèvements visés à l'alinéa 4 de l'article 72 G du code général des impôts » ;
- 2° Il est ajouté un 4° ainsi rédigé :
- « 4° Les sommes imposées au taux fixé au b du I de l'article 219 du code général des impôts en application de l'article 72 G du code général des impôts ».
- III. Au premier alinéa du A du I de l'article L 136-4 du code de sécurité sociale, après les mots : « des produits tirés de ces mêmes activités », sont ajoutés les mots : « et des prélèvements visés à l'alinéa 4 de l'article 72 G du code général des impôts ».
- IV. Les pertes de recettes résultant des I et II sont compensées, à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'investissement reste la clé du développement des entreprises. Les entreprises agricoles n'échappent pas à cette règle. Elles doivent investir en permanence pour préserver leur compétitivité, s'adapter au marché ou aux exigences réglementaires (réduction des intrants, réalisation d'économie d'énergie...), ou s'adapter au changement climatique, ou encore opérer une transition agroécologique.

Ces investissements ne peuvent se réaliser sans un autofinancement. Or, le système fiscal de l'impôt sur le revenu (bénéfices agricoles) dont bénéficient 95 % des agriculteurs conduit à fiscaliser l'ensemble des bénéfices au barème de l'IR, sans distinguer la quote-part prélevée pour subvenir aux besoins privés et celle réinvestie dans l'entreprise.

Afin d'accompagner l'investissement des agriculteurs, il est proposé de leur permettre de bénéficier d'une réserve d'auto-financement faiblement fiscalisée destinée à préparer certains investissements ciblés, notamment en matière de transition ou tout simplement pour atteindre une compétitivité qui leur fait défaut.

Ainsi, la fraction de bénéfice épargnée en prévision de certains investissements et placée au sein d'une réserve spéciale d'auto-financement ne supporterait qu'une imposition de 15 % et serait exclue de l'assiette des cotisations sociales. Lors de l'utilisation de cette épargne à des fins d'investissements déterminés (transition agroécologique, lutte contre le changement climatique), la somme utilisée ne serait pas fiscalisée. Ce n'est qu'en cas de non-utilisation qu'un impôt différentiel ainsi que des cotisations sociales seraient versées.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3360

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

Après l'article 151 du code général des impôts, est inséré un article 151 bis :

- I. Les entreprises agricoles qui engagent, entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026, des dépenses au titre de la plantation de haies, telles que définies à l'article L. 412-21 du code de l'environnement, bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de ces travaux.
- II. 1. Le montant du crédit d'impôt est fixé à 60 % des dépenses éligibles, dans la limite de 2 500 € par an et par entreprise.
- 2. Le montant cumulé des aides accordées par l'Union européenne, l'État, les collectivités territoriales ou tout autre organisme public en vue du crédit d'impôt prévu à l'article 244 quater L du code général des impôts et du crédit d'impôt prévu au I du présent article ne peut excéder 5 000 € par an et par entreprise. Le cas échéant, le montant du crédit d'impôt est diminué à concurrence des sommes excédant ce plafond.
- 3. Pour le calcul du crédit d'impôt des groupements agricoles d'exploitation en commun, les montants mentionnés aux 1 et 2 sont multipliés par le nombre d'associés, sans que le montant du crédit d'impôt ainsi obtenu puisse excéder quatre fois le crédit d'impôt calculé dans les conditions prévues aux mêmes 1 et 2.
- III. Le crédit d'impôt calculé par les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L du code général des impôts ou les groupements mentionnées aux articles 238 ter, 239 quater,

239 quater B, 239 quater C et 239 quinquies du même code, qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, peut être utilisé par leurs associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou ces groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 dudit code.

- IV. 1. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année 2026, après les prélèvements non libératoires et les autres crédits d'impôt. Si le montant du crédit d'impôt excède le montant de l'impôt dû au titre de ladite année ou dudit exercice, l'excédent est restitué. Pour les exercices ne coïncidant pas avec l'année civile, le crédit d'impôt correspondant est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'exercice est clos.
- 2. Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues au 1.
- 3. La société mère est substituée aux sociétés du groupe pour l'imputation sur le montant de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable au titre de chaque exercice des crédits d'impôt dégagés par chaque société du groupe en application du présent article. Les dispositions du 2 s'appliquent à la somme de ces crédits.
- V. Les entreprises déposent une déclaration conforme à un modèle établi par l'administration dans les mêmes délais que la déclaration annuelle de résultat, au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses ont été engagées, souscrite en application des articles 53 A et 223 du code général des impôts.

La société mère d'un groupe, au sens de l'article 223 A du même code, déclare les crédits d'impôt pour le compte des sociétés du groupe, y compris ceux qui la concernent, lors du dépôt de la déclaration relative au résultat d'ensemble du groupe.

VI. – Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à instaurer un crédit d'impôt couvrant 60 % des dépenses engagées par les exploitants agricoles pour la plantation de haies, dans la limite de 2 500 euros par an et par entreprise.

Les haies sont une composante essentielle de la diversité et de l'identité des paysages français. Habitat naturel pour de nombreuses espèces, corridor écologique, auxiliaire agricole, ressource de biomasse et élément patrimonial, les hais rendent de multiples services à la nature et aux sociétés humaines.

Malgré, leurs atouts elles sont souvent perçues comme un frein au développement économique et continue de subir dégradation et gestion inadaptée. Les agriculteurs manquent encore d'un accompagnement adapté pour l'entretien des haies, une tâche pourtant coûteuse et chronophage, à laquelle ils ne peuvent pas toujours consacrer le temps ni les moyens nécessaires.

Cet amendement vient donc compléter les dispositifs existants. Le crédit d'impôt serait accordé dans la limite d'un plafond de 5 000 euros par exploitation, afin de respecter les minimis européens. Ce dispositif s'inscrit dans la continuité des objectifs fixés par le Pacte en faveur de la haie, qui prévoit la plantation de 50 000 km de haies d'ici 2030.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3388

présenté par

M. Lecamp, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. Le IV de l'article 151 septies du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- « Pour l'appréciation des seuils de recettes prévus au II, il est fait abstraction des produits provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé. »
- II. La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le régime d'exonération des plus-values professionnelles visées à l'article 151 septies du CGI constitue un véritable levier fiscal indispensable au renouvellement des agroéquipements et donc à la compétitivité des exploitations agricoles.

Toutefois, une récente décision de la Cour administrative d'appel de Paris du 28 mars 2025 est de nature à fragiliser ce dispositif fiscal. En effet, la cour a estimé que les recettes de cession des actifs immobilisés constituent des recettes annuelles, attachées à l'activité normale et courante de l'exploitation, dont il convient de tenir compte pour l'appréciation des seuils d'exonération en application de l'article 151 septies.

Conduite sur le fondement des règles comptables en vigueur à l'époque des faits, cette analyse est confortée par la nouvelle définition comptable du résultat exceptionnel par le plan comptable général (applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025).

Sur la base de cette nouvelle définition comptable et de cette récente jurisprudence fiscale, il apparait de façon évidente que les recettes réalisées lors de la vente de l'actif immobilisé par un agriculteur ne constitueront plus, à l'avenir, des recettes exceptionnelles, dès lors que ces ventes interviennent dans le cadre du renouvellement courant du matériel utilisé par l'entreprise pour l'exercice de son activité.

Si la Cour administrative d'appel de Paris a prononcé une décision favorable au contribuable, au seul motif de l'opposabilité de la doctrine fiscale permettant de faire abstraction des recettes provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé, cette doctrine administrative ne saurait perdurer sans fondement comptable et une interprétation déjà contestée localement et validée, sur le fonds, par plusieurs cours et tribunaux.

Enfin, alors même que la loi de finances pour 2024 a permis un relèvement significatif des seuils d'exonération des plus-values, que la loi de finances pour 2025 a procédé à un nouveau rehaussement en cas de cession à un jeune agriculteur, la prise en compte des produits issus de la cession des immobilisations serait de nature à réduire à néant les effets des mesures précédemment adoptées.

Aussi, il est proposé de préciser, s'agissant de l'appréciation des seuils de recettes pour l'application du régime d'exonération des plus-values professionnelles (151 septies du CGI), qu'il doit être fait abstraction des produits provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1076

présenté par Mme Jourdan, M. Potier, M. Ott et Mme Violland

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. Le XXXVI de la section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est ainsi rétabli :
- « XXXVI : Crédit d'impôt pour la gestion durable des haies
- « Art. 244 quater K. I. Les entreprises agricoles imposées d'après leur bénéfice réel ou exonérées en application des articles 44 sexies, 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodecies ou 44 terdecies à 44 septdecies peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour la gestion durable de haies au sens du I de l'article L. 611-9 du code rural et de la pêche maritime, pour chacune des années 2026 à 2028 au cours desquelles elles ont été certifiées pour cette gestion durable dans le cadre d'une certification agréée en application du même article.
- « II. Les dépenses définies au I s'entendent, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, des sommes, diminuées du montant des aides publiques accordées pour leur financement :
- « 1° Versées à un prestataire pour des travaux conformes au cahier des charges d'une certification mentionnée au I ;
- « 2° Versées pour l'acquisition ou la location de matériel ou d'équipement utilisé pour des travaux conformes au cahier des charges d'une certification mentionnée au I;
- « 3° Calculées sur la base d'un linéaire de haies, exprimé en mètres, déclaré par l'exploitant agricole comme ayant fait l'objet de travaux conformes au cahier des charges d'une certification mentionnée au I, lorsque ces travaux ont été réalisés par l'exploitant lui-même ;

- « 4° Engagées par un exploitant agricole pour adhérer à une certification mentionnée au I.
- « III. Le taux du crédit d'impôt est égal à 60 %.
- « IV. 1° Le crédit d'impôt est plafonné à 4 500 € par an et par entreprise.
- « 2° Pour le calcul du crédit d'impôt des groupements agricoles d'exploitation en commun, le montant du crédit d'impôt est multiplié par le nombre d'associés que compte le groupement, dans la limite de quatre.
- « 3° Le crédit d'impôt calculé par les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8 et 238 bis L ou les groupements mentionnés aux articles 238 ter, 239 quater, 239 quater B, 239 quater C et 239 quinquies, qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, peut être utilisé par leurs associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou dans ces groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156.
- « 4° Les entreprises agricoles bénéficiant du « bonus haies » à l'écorégime prévu en application de l'article 31 du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la politique agricole commune) et financés par le Fonds européen agricole de garantie et par le Fonds européen agricole pour le développement rural, et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013, peuvent bénéficier du crédit d'impôt prévu au I du présent article lorsque le montant résultant de la somme de ces aides et de ce crédit d'impôt n'excède pas 7 000 € au titre de chacune des années mentionnées au même I. Le montant du crédit d'impôt mentionné audit I est diminué, le cas échéant, pour que le montant résultant de la somme des aides et du crédit d'impôt ne dépasse pas 7 000 €. »

II. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

II<u>I</u>. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à instaurer un crédit d'impôt pour la gestion durable des haies, à destination des agriculteurs, pour les dépenses engagées pour une meilleure gestion durable des haies (certification, travaux, matériel) dans la limite de 4 500 euros par exploitation.

Il prévoit la mise en place d'un crédit d'impôt d'un montant de 60 % des dépenses engagées pour les frais de certification de gestion durable (certifications reconnues par arrêté au titre de l'article 38 de la LOA) et de gestion durable de haies (recours à des entrepreneurs de travaux agricoles ou, si l'exploitant agricole effectue lui-même les travaux, frais d'acquisition de matériel ou d'équipement, et dédommagement des travaux de gestion durable, via la conversion en euros d'un linéaire de haies ayant fait l'objet de tels travaux sur l'année).

Il a pour objectif d'inciter financièrement les agriculteurs à une gestion durable des haies, telle que définie par l'article 38 de la Loi d'Orientation Agricole, compte tenu des bénéfices qu'apporte une telle gestion à la fois en termes de services agronomiques, environnementaux et de mobilisation de biomasse durable.

Ce crédit d'impôt serait accordé dans la limite d'un plafond de 4 500 € par exploitation (avec mécanisme de transparence dans la limite de 4 associés pour les GAEC). La gestion durable suppose d'entretenir chaque année environ un dixième de son linéaire. La gestion d'une haie coûtant en moyenne 4,5 euros par mètre linéaire (selon Réseau Haies France), cela permettrait de couvrir la gestion durable d'environ 1 km de linéaire par exploitation et par an (pour une exploitation avec environ 10 km de linéaire).

Cet amendement a été rédigé avec l'aide du Réseau Haies France.

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-463

présenté par Mme Spillebout, Mme Vidal, M. Frébault, M. Falorni et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. Le XLIX de la section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complété par un article 244 *quater* Z ainsi rédigé :
- « Art 244 quater Z- I. Les entreprises agricoles engagées dans une démarche d'accompagnement à la transmission de l'entreprise bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de leur inscription au répertoire à l'installation prévu à l'article L. 330-5 du code rural et de la pêche maritime et de leur accompagnement par des structures agréées chargées de conseil ou d'accompagnement à la transmission. »
- « II. Le montant du crédit d'impôt mentionné au I s'élève à 5 000 €.
- « III. A Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre des années au cours desquelles il justifie de l'inscription au répertoire à l'installation prévu à l'article L. 330-5 du code rural et de la pêche maritime et de leur accompagnement par des structures agréées chargées de conseil ou d'accompagnement à la transmission, dans la limite de cinq années. Le crédit d'impôt est imputé après les prélèvements non libératoires et les autres crédits d'impôt. Si le montant du crédit d'impôt excède le montant de l'impôt dû au titre de ladite année ou dudit exercice, l'excédent est restitué. Pour les exercices ne coïncidant pas avec l'année civile, le crédit d'impôt correspondant est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle l'exercice est clos.
- « B Le crédit d'impôt défini au I est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues au A.
- « IV. Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de

l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. »

« V. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue aux au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement permet la création d'un crédit d'impôt d'accompagnement à la transmission.

Ce crédit d'impôt vise à inciter le plus grand nombre de cédants à s'inscrire au répertoire départ installation (RDI) tenu par les Chambres d'agriculture départementales et à se faire accompagner auprès de structures agréées pour le conseil et l'accompagnement à la transmission.

L'anticipation est indispensable et c'est pourquoi ce crédit d'impôt serait reconductible sur 5 années. Cela correspond à la durée nécessaire pour réfléchir et organiser la transmission d'une exploitation agricole.

Enfin, si nous souhaitons attirer le plus grand nombre de cédants dans une démarche d'accompagnement, il est nécessaire que le montant de ce crédit d'impôt soit suffisamment incitatif. C'est pourquoi un montant de 5000 € par année paraît acceptable et nécessaire pour répondre à l'enjeu de renouvellement des générations en agriculture.

Lors des mobilisations agricoles, le Gouvernement s'était engagé à porter dans ce projet de loi de finances des mesures ambitieuses pour la transmission, or les ambitions sont nettement revues à la baisse. Cet amendement a été travaillé avec les Jeunes Agricultures du Nord-Pas-de-Calais Tel est l'objet du présent amendement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3386

présenté par

M. Lecamp, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. La section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par un L ainsi rédigé :
- « L. Crédit d'impôt au titre des charges de mécanisation collective
- « Art. 244 quater Z. -I. Les exploitations agricoles redevables de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt annuel assis sur les dépenses qui leurs sont facturées par la coopérative agricole dont ils sont coopérateurs au titre des charges de mécanisation collective.
- « Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à l'adhésion à une coopérative agricole mutualisant des matériels agricoles au profit de coopérateurs de 2026 à 2030. Pour être pris en compte, le crédit d'impôt ne doit pas être inférieur à 500 € et l'exploitant agricole doit s'engager à continuer à poursuivre son activité pendant au moins trois années.
- « II. Le crédit d'impôt annuel est égal à 7,5 % des dépenses de mécanisation collective facturées par la coopérative au titre de l'année.
- « III. Le crédit d'impôt est plafonné à 3 000 € par exploitant et par année civile. Pour les exploitants agricoles qui exercent leur activité depuis moins de trois ans, le crédit d'impôt n'est pas plafonné.

« IV. – En cas de fusion ou d'opération assimilée intervenant au cours de la période mentionnée à la première phrase du second alinéa du I, la fraction de la créance qui n'a pas encore été imputée par la personne apporteuse est transférée à la personne bénéficiaire de l'apport.

- « V. Le I s'applique aux dépenses facturées à compter du 1^{er} janvier 2026.
- « VI. Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné au respect de la réglementation européenne relative aux aides *de minimis* dans le secteur agricole. »
- II. L'article 151 septies du code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Après le c du 1° du II, il est inséré un c bis ainsi rédigé :
- « c bis) $300\,000\,$ € s'il s'agit de plus-values réalisées par des entreprises exerçant une activité agricole à l'occasion de la cession de matériels agricoles ; »
- 2° Au 2° du II, après la troisième occurrence de la référence : « 1° », sont insérés les mots : « , lorsque les recettes sont supérieures à 300 000 € et inférieures à 350 000 € pour les plus-values mentionnées au c bis du même 1° ».
- III. Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.
- IV. La perte de recettes pour l'État engagée par cet article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue auchapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La mécanisation représente aujourd'hui un poste de dépense majeur pour les exploitations agricoles françaises. Selon les données d'Agreste, elle s'élève à près de 18 milliards d'euros par an, soit 25 à 30 % des charges d'exploitation, quand les pays voisins présentent des niveaux significativement inférieurs : 20 à 27 % en Allemagne, 20 à 25 % aux Pays-Bas, 15 à 22 % en Italie, 15 à 20 % en Pologne, 18 à 24 % en Belgique et seulement 12 à 14 % en Espagne.

Cette charge élevée s'explique notamment par un faible niveau de mutualisation des équipements agricoles : moins de 10 % des agriculteurs partagent aujourd'hui leur matériel au sein d'une structure collective. Or, la hausse continue du coût des agroéquipements accentue cette situation. Selon les données d'Axema, le prix de vente des machines agricoles a augmenté de 30 % entre 2021 et 2024, et une étude de la Fédération des CUMA des Pays de la Loire fait état d'une hausse de 31 % du coût de la mécanisation entre 2010 et 2019, passant de 327 €/ha à 428 €/ha.

La surmécanisation constitue ainsi un vecteur d'endettement et d'isolement pour les exploitants : elle mobilise un capital important, souvent sous-utilisé, et contribue à alourdir la structure de coûts des exploitations.

Depuis 1979, les exploitants agricoles bénéficient d'une exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de matériels agricoles.Ce dispositif fiscal actuel vise de facto à favoriser la

consommation individuelle de machines agricoles. En revanche, il n'existe pas de dispositif fiscal d'incitation, telle une exonération fiscale ou une réduction d'impôt, lorsque les exploitants agricoles décident de se regrouper en coopérative pour acheter et mutualiser l'utilisation de ces matériels agricoles. La fiscalité aujourd'hui n'est donc ni orientée sur la compétitivité, ni sur la sobriété des exploitations agricoles en matière d'agro équipements.

Dans ce contexte, le présent amendement vise à rééquilibrer la fiscalité de la mécanisation agricole en créant un crédit d'impôt au titre des charges de mécanisation collective, afin d'encourager la mutualisation des matériels au sein des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

Ce crédit d'impôt de 7,5 % s'appliquerait aux dépenses facturées par les CUMA à leurs coopérateurs au titre des charges de mécanisation collective, dans la limite de 3 000 € par an et par exploitation, et sous réserve d'un seuil minimal de 500 €. Pour éviter tout effet d'aubaine, le bénéfice du crédit d'impôt serait conditionné à la poursuite de l'activité agricole pendant au moins trois années.Le coût budgétaire de la mesure est estimé à 17 millions d'euros par an, neutralisé à budget constant par un plafonnement abaissé de 350 000 euros à 300 000 euros de l'exonération fiscale sur les plus-values de cession de matériels agricoles, actuellement prévue à l'article 151 septies du code général des impôts. Ce rééquilibrage permettra de réorienter la dépense fiscale existante vers des pratiques plus vertueuses, à la fois pour la compétitivité des exploitations et pour les finances publiques. Ce plafonnement ne s'appliquera pas aux entreprises de travaux agricoles et forestiers qui contribuent également à l'utilisation partagée.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3389

présenté par

M. Lecamp, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. La section II du chapitre IV du titre premier de la première partie du livre premier du code général des impôts est complétée par un L ainsi rédigé :
- « L. Crédit d'impôt au titre des charges de mécanisation collective
- « Art. 244 quater Z. I. Les exploitations agricoles redevables de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt annuel assis sur les dépenses qui leurs sont facturées par la coopérative agricole dont ils sont coopérateurs au titre des charges de mécanisation collective.
- « Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à l'adhésion à une coopérative agricole mutualisant des matériels agricoles au profit de coopérateurs de 2026 à 2030. Pour être pris en compte, le crédit d'impôt ne doit pas être inférieur à 500 € et l'exploitant agricole doit s'engager à continuer à poursuivre son activité pendant au moins trois années.
- « II. Le crédit d'impôt annuel est égal à 7,5 % des dépenses de mécanisation collective facturées par la coopérative au titre de l'année.
- « III. Le crédit d'impôt est plafonné à 3 000 € par exploitant et par année civile. Pour les exploitants agricoles qui exercent leur activité depuis moins de trois ans, le crédit d'impôt n'est pas plafonné.

« IV. – En cas de fusion ou d'opération assimilée intervenant au cours de la période mentionnée à la première phrase du second alinéa du I, la fraction de la créance qui n'a pas encore été imputée par la personne apporteuse est transférée à la personne bénéficiaire de l'apport.

- « V. Le I s'applique aux dépenses facturées à compter du 1^{er} janvier 2026.
- « VI. Le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné au respect de la réglementation européenne relative aux aides de minimis dans le secteur agricole. »
- II. L'article 151 septies du code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Après le c) du 1° du II. est inséré un c) bis. ainsi rédigé :
- « c) bis. 330 000 € s'il s'agit de plus-values réalisées par des entreprises exerçant une activité agricole à l'occasion de la cession de matériels agricoles »
- 2° Au 2° du II., après les mots : « dudit 1° », insérer les mots suivants :
- « , lorsque les recettes sont supérieures à 330 000 € et inférieures à 350 000 € pour les plus-values mentionnées au c) bis du même 1° »
- III. Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.
- IV. La perte de recettes pour l'État engagée par cet article est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue auchapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La mécanisation représente aujourd'hui un poste de dépense majeur pour les exploitations agricoles françaises. Selon les données d'Agreste, elle s'élève à près de 18 milliards d'euros par an, soit 25 à 30 % des charges d'exploitation, quand les pays voisins présentent des niveaux significativement inférieurs : 20 à 27 % en Allemagne, 20 à 25 % aux Pays-Bas, 15 à 22 % en Italie, 15 à 20 % en Pologne, 18 à 24 % en Belgique et seulement 12 à 14 % en Espagne.

Cette charge élevée s'explique notamment par un faible niveau de mutualisation des équipements agricoles : moins de 10 % des agriculteurs partagent aujourd'hui leur matériel au sein d'une structure collective. Or, la hausse continue du coût des agroéquipements accentue cette situation. Selon les données d'Axema, le prix de vente des machines agricoles a augmenté de 30 % entre 2021 et 2024, et une étude de la Fédération des CUMA des Pays de la Loire fait état d'une hausse de 31 % du coût de la mécanisation entre 2010 et 2019, passant de 327 €/ha à 428 €/ha.

La surmécanisation constitue ainsi un vecteur d'endettement et d'isolement pour les exploitants : elle mobilise un capital important, souvent sous-utilisé, et contribue à alourdir la structure de coûts des exploitations.

Depuis 1979, les exploitants agricoles bénéficient d'une exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de matériels agricoles. Ce dispositif fiscal actuel vise de facto à favoriser la consommation individuelle de machines agricoles. En revanche, il n'existe pas de dispositif fiscal d'incitation, telle une exonération fiscale ou une réduction d'impôt, lorsque les exploitants agricoles décident de se regrouper en coopérative pour acheter et mutualiser l'utilisation de ces matériels agricoles. La fiscalité aujourd'hui n'est donc ni orientée sur la compétitivité, ni sur la sobriété des exploitations agricoles en matière d'agro équipements.

Dans ce contexte, le présent amendement vise à rééquilibrer la fiscalité de la mécanisation agricole en créant un crédit d'impôt au titre des charges de mécanisation collective, afin d'encourager la mutualisation des matériels au sein des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

Ce crédit d'impôt de 7,5 % s'appliquerait aux dépenses facturées par les CUMA à leurs coopérateurs au titre des charges de mécanisation collective, dans la limite de 3 000 € par an et par exploitation, et sous réserve d'un seuil minimal de 500 €. Pour éviter tout effet d'aubaine, le bénéfice du crédit d'impôt serait conditionné à la poursuite de l'activité agricole pendant au moins trois années.Le coût budgétaire de la mesure est estimé à 17 millions d'euros par an, neutralisé à budget constant par un plafonnement abaissé de 350 000 euros à 330 000 euros de l'exonération fiscale sur les plus-values de cession de matériels agricoles, actuellement prévue à l'article 151 septies du code général des impôts. Ce rééquilibrage permettra de réorienter la dépense fiscale existante vers des pratiques plus vertueuses, à la fois pour la compétitivité des exploitations et pour les finances publiques. Ce plafonnement ne s'appliquera pas aux entreprises de travaux agricoles et forestiers qui contribuent également à l'utilisation partagée.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2797

présenté par Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de non-respect de l'obligation de conservation mentionnée au présent article, par suite de l'apport des biens à un groupement foncier agricole, à un groupement agricole d'exploitation en commun, à une exploitation agricole à responsabilité limitée ou à une société civile d'exploitation agricole, l'exonération partielle accordée au titre de la mutation à titre gratuit n'est pas remise en cause. Dans ce cas, l'obligation de conservation est reportée sur les parts reçues en contrepartie de cet apport. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 793 bis, dans sa rédaction actuelle, impose une conservation en nature du bien transmis, sans tenir compte de l'évolution croissante de la gestion agricole au travers des structures sociétaires, notamment les sociétés foncières agricole (GFA) ou de droit commun (SC) et les sociétés d'exploitation agricoles, civiles (GAEC, EARL, SCEA), ou sous forme commerciale (SARL, SAS, ...).

Or, il parait opportun de permettre, pendant la durée d'engagement de conservation, l'apport pur et simple des biens transmis à une société, à condition que l'objet social de cette dernière soit

strictement limité à la propriété ou l'exploitation de biens agricoles, et que l'engagement de conservation se trouve transféré de plein droit sur les parts reçues en contrepartie.

Un tel aménagement répondrait à plusieurs objectifs complémentaires. Il faciliterait, d'une part la gestion collective du patrimoine par une société, de manière organisée à la différence d'une indivision. D'autre part, il permettrait une meilleure adaptation aux réalités économiques de l'exploitation agricole moderne, souvent rendue plus efficiente par l'outil sociétaire.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2805

présenté par Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

I. – L'article 793 bis du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de non-respect de l'obligation de conservation mentionnée au présent article, par suite d'une donation, l'exonération partielle accordée au titre de la mutation à titre gratuit n'est pas remise en cause, à condition que le ou les donataires soient le ou les descendants du donateur et qu'ils respectent l'obligation de conservation jusqu'à son terme. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les transmissions de biens ruraux interviennent de plus en plus tardivement dans la vie des exploitants agricoles. L'espérance de vie augmentant, l'âge moyen auquel on hérite de ses parents ne cesse de reculer. En effet, selon les données récentes, cet âge dépasse désormais 50 ans.

Les exploitants agricoles se retrouvent souvent à hériter à un moment où ils sont eux-mêmes déjà avancés en âge. Pour résumer, ils héritent lorsqu'ils sont déjà en âge de transmettre.

Cependant, le dispositif fiscal lié aux baux à long terme, qui vise à favoriser la stabilité et la pérennité des exploitations agricoles, paralyse cette transmission. En effet, la législation actuelle

impose que les bénéficiaires de l'abattement des baux à long terme conservent les biens pendant une durée déterminée (5 ou 18 ans). Pendant ce délai, ils ne peuvent pas procéder à leur tour à la transmission des biens reçus sans remettre en cause l'abattement des baux à long terme dont ils ont bénéficié.

L'amendement proposé vise donc à permettre au bénéficiaire d'une première transmission de procéder à son tour à une nouvelle donation à la génération suivante, tout en maintenant l'obligation de conservation sur la tête du bénéficiaire de cette nouvelle donation. En transférant l'obligation de conservation au bénéficiaire de la nouvelle transmission, le dispositif de soutien fiscal conserve pleinement son objectif, qui est de favoriser la stabilité des exploitations et des terres agricoles qui en sont le support.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3374

présenté par

M. Mattei, M. Mandon, Mme Mette, Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

- I. L'article 793 bis du code général des impôts est ainsi modifié :
- 1° Après le deuxième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :
- « La limite de 300 000 € mentionnée au premier alinéa est portée à 500 000 € en cas d'allongement de la condition de maintien de détention mentionnée à l'article premier à sept ans.
- « Lorsque cette condition n'est pas respectée, les droits sont rappelés, majorés de l'intérêt de retard mentionné à l'article 1727 du présent code. » ;
- 2° Au début de la première phrase du troisième alinéa, les mots : « La limite mentionnée au deuxième alinéa » sont remplacés par les mots : « Les limites mentionnées aux deuxième et troisième alinéas ».
- II. La perte de recettes pour l'État due au présent I est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 793 du code général des impôts prévoie, sous certaines conditions, une exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en faveur des biens ruraux loués à long terme ou par bail cessible hors du cadre familial et des parts de groupements fonciers agricoles. L'exonération des droits de donation ou de succession correspond à 75 % de la valeur des biens jusqu'à 300 000 euros. Au-dessus de cette limite, l'exonération est ramenée à 50 %. L'application de ce régime est subordonné à la condition que les biens restent la propriété du bénéficiaire durant cinq ans.

Si ce régime fiscal dérogatoire facilite la transmission et la conservation des biens agricoles, il n'apparaît plus suffisant aujourd'hui, notamment au regard de l'augmentation de la valeur des biens agricoles sous l'effet de la concurrence internationale et des stratégies d'acquisition de biens agricoles par des acteurs étrangers ou des fonds de pension. Cette évolution contraint les héritiers à céder leurs terrains à ces nouveaux acteurs faute de pouvoir payer les droits de mutation ou à contracter un fort endettement de longue durée au détriment de leur capacité d'investissement et donc de développement ultérieur de l'exploitation.

En conséquence, le présent amendement des députés démocrates propose de pouvoir augmenter la limite de l'exonération à 75 % à 500 000 € en échange d'un allongement de la condition de durée de détention à sept ans, sur le modèle du pacte Dutreil.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1502

présenté par Mme Le Feur, M. Pahun, M. Fiévet, Mme Panonacle, M. Frébault, M. Falorni et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

I. – Après l'article 244 *quater* B du code général des impôts, il est inséré un article 244 *quater* AB ainsi rédigé :

« $Art.\ 244\ quater$ AB.-I-Les entreprises agricoles engagées contractuellement au 31 décembre 2026 ou au cours des années 2027 à 2030, dans un programme collectif de recherche appliquée sur la sortie des pesticides chimiques et la transition des systèmes bénéficient d'un crédit d'impôt au titre de cette contractualisation. Les modalités de contractualisation et de déclaration à l'administration sont définies par décret.

- « II Le montant du crédit d'impôt mentionné au I s'élève à 4 500 euros.
- « Les entreprises qui bénéficient du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture en application de l'article L. 244 *quater* L peuvent bénéficier du crédit d'impôt prévu au I du présent article.
- « Pour le calcul du crédit d'impôt des groupements agricoles d'exploitation en commun, le montant mentionné au 1 est multiplié par le nombre d'associés, sans que le montant du crédit d'impôt ainsi obtenu puisse excéder quatre fois le crédit d'impôt calculé dans les conditions prévues au même 1.
- « III Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture ou du règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. »
- II. Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

II<u>I</u>. – La perte de recettes pour l'État et les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Face à l'effondrement de la biodiversité et à la hausse alarmante des cancers et maladies liés aux pesticides, oeuvrer à leur réduction constitue une urgence sanitaire et environnementale.

Les agriculteurs, premières victimes, subissent une contamination généralisée, qui demande un effort dans la réduction forte de l'utilisation de ces produits et un appui de la recherche afin de trouver des solutions alternatives viables d'un point de vue économique et environnemental.

Afin de d'apporter un soutien au travail des paysans et agriculteurs engagés pour une agriculture durable et d'encourager les différents acteurs dans cette transition, le présent amendement propose la création d'un crédit d'impôt de 4 500 euros afin de soutenir la recherche sur les alternatives aux pesticides, cumulable avec le crédit d'impôt bio.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3302

présenté par

M. Lecamp, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, Mme Ferrari, M. Fesneau,
M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

I. – Le II de l'article 151 septies est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le contribuable devient associé exploitant au sein d'une société exerçant une activité agricole depuis moins de vingt-quatre mois à la date de la cession générant une plus-value, et qu'il justifie de l'octroi des aides à l'installation des jeunes agriculteurs mentionnées au I de l'article 73 B du présent code, la fraction des plus-values qui lui revient est appréciée, pour l'application du présent article, en tenant compte de la moyenne des chiffres d'affaires des deux exercices précédents, pondérée à proportion de ses droits dans les résultats de la société au titre de l'exercice concerné. Cette dérogation, applicable uniquement aux jeunes agriculteurs susvisés, a pour objet d'éviter leur imposition sur des plus-values générées avant leur installation sans modifier le calcul applicable aux autres associés ni les plafonds et taux d'exonération prévus au présent II. ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La jurisprudence du Conseil d'État du 30 avril 2024 a précisé que l'exonération des plus-values prévue à l'article 151 septies du CGI ne s'applique pas aux nouveaux entrants dans une société agricole n'ayant pas encore accompli deux exercices complets d'activité. Cette interprétation

restrictive pénalise les jeunes agriculteurs qui s'installent et crée plusieurs effets contraires à l'objectif de renouvellement des générations en agriculture.

En effet, elle conduit à imposer les jeunes exploitants sur des plus-values réalisées avant leur installation, générées par des périodes d'activité antérieures dont ils ne sont pas responsables. Elle bloque également les transmissions partielles d'actifs agricoles, notamment les bâtiments et le matériel, nécessaires à la reprise progressive des exploitations. Enfin, cette interprétation restrictive neutralise les effets des relèvements des seuils de recettes ouvrant droit à l'exonération des plus-values professionnelles, tels qu'ils ont été adoptés dans la loi de finances pour 2025.

La présente dérogation vise à neutraliser les plus-values générées avant l'installation du jeune agriculteur, afin d'éviter une charge fiscale excessive lors de la transmission des exploitations. Ce dispositif permet également de maintenir une équité fiscale entre les exploitations individuelles et les sociétés agricoles, en harmonisant leur traitement au regard des plus-values professionnelles.

En cohérence avec les politiques publiques d'installation et de transmission en agriculture, cette dérogation n'est applicable qu'aux jeunes agriculteurs bénéficiaires des aides à l'installation. L'objectif est également que cette dérogation accompagne le parcours à l'installation. Cette mesure ne modifie ni le mode de calcul, ni les plafonds, ni les taux d'exonération applicables aux autres associés.

L'enjeu du renouvellement des générations en agriculture est majeur : près d'un agriculteur sur deux partira à la retraite d'ici dix ans, alors que le nombre d'installations reste insuffisant pour compenser ces départs. Les politiques publiques visent à encourager l'installation de jeunes agriculteurs, notamment par les aides à l'installation, la facilitation de l'accès au foncier et l'accompagnement des transmissions. Pourtant, les freins économiques, administratifs et fiscaux demeurent nombreux et ralentissent le renouvellement des exploitations. Il est donc essentiel que le cadre fiscal accompagne effectivement les parcours d'installation et n'ajoute pas de contraintes supplémentaires au moment crucial de la reprise d'une exploitation.

Cet amendement a été travaillé avec les Jeunes Agriculteurs.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3391

présenté par

Mme Morel, M. Mandon, M. Mattei, Mme Perrine Goulet, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Mette, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 12, insérer l'article suivant:

- I. Le 1° du 1 de l'article 50-0 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- « Pour les activités de location de chambres d'hôtes mentionnées à l'article L. 324-3 du code du tourisme, l'abattement forfaitaire applicable au titre du régime micro-bénéfices industriels et commerciaux est fixé à 71 % dans la limite d'un chiffre d'affaires annuel de 188 700 euros. »
- II. L'article L. 324-1-1 du code du tourisme est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- « Les dispositions applicables aux meublés de tourisme ne s'appliquent pas aux chambres d'hôtes mentionnées à l'article L. 324-3 du présent code, lesquelles relèvent d'un régime fiscal distinct précisé au second alinéa du 1° du 1 de l'article 50-0 du code général des impôts. »
- III. Les dispositions du présent article entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement du groupe Les Démocrates vise à clarifier la distinction juridique et fiscale entre les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes, et à préserver le régime fiscal spécifique applicable à ces dernières, dans un objectif de soutien au tourisme de proximité et à l'économie rurale.

Les chambres d'hôtes, définies à l'article L. 324-3 du code du tourisme, constituent une activité d'accueil chez l'habitant, avec des prestations para-hôtelières (accueil, linge, petit-déjeuner), exercée le plus souvent par des particuliers dans leur résidence principale ou leur domicile, notamment en zones rurales ou semi-rurales.

Elles se distinguent des meublés de tourisme, qui relèvent d'une logique plus commerciale et d'un hébergement indépendant, sans services associés.

Or, l'évolution récente des pratiques et de la législation a parfois conduit à une confusion entre ces deux types d'hébergement, fragilisant le régime fiscal spécifique appliqué aux chambres d'hôtes dans le cadre du régime micro-BIC.

L'amendement a donc pour double objet :

- 1) D'inscrire dans la loi fiscale un abattement forfaitaire spécifique de 71 % pour les chambres d'hôtes, dans la limite d'un chiffre d'affaires de 188 700 euros, en cohérence avec le plafond applicable aux activités d'hébergement en micro-BIC;
- 2) De préciser dans le code du tourisme que les chambres d'hôtes ne relèvent pas des règles applicables aux meublés de tourisme, et qu'elles bénéficient d'un régime fiscal distinct.

Cette clarification permettra de sécuriser les acteurs du tourisme rural et de proximité, tout en assurant une meilleure lisibilité juridique et fiscale des différents statuts d'hébergement.

Cette mesure ne crée aucune charge nouvelle pour l'État et n'entraîne pas de perte de recettes fiscales. Elle vise à consolider un régime existant sans élargir son champ d'application, et respecte donc les exigences de recevabilité financière prévues à l'article 40 de la Constitution.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3375

présenté par

M. Mattei, Mme Perrine Goulet, M. Mandon, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 12, insérer l'article suivant:

Au deuxième alinéa du *a quinquies* du I de l'article 219 du code général des impôts, le taux : « 12 % » est remplacé par le taux : « 16 % ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La législation fiscale accorde en France un taux préférentiel d'IS sur les plus-values tirées de cessions de titres de société dans le cas des holding (« Niche Copé »). La baisse de l'IS depuis 2017 a permis une baisse du taux de la taxation effective de ces cessions de titres (de 3,96% à 3%).

Dans un contexte de nécessaire redressement de nos finances publiques, il est proposé à travers cet amendement de majorer de 4 points la quote-part de frais et charges afin de neutraliser les conséquences de la baisse du taux normal de l'impôt sur les sociétés. La taxation effective des cessions de titres dans le cas des holding passerait de 3% à 4% à partir de l'exercice 2026.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3390

présenté par

M. Mandon, Mme Perrine Goulet, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 12, insérer l'article suivant:

Après le I de l'article 244 quater B du code général des impôts, il est inséré un I bis ainsi rédigé :

« I bis. – Par dérogation au I, les établissements de crédit et les sociétés de financement au sens de l'article L. 511-1 du code monétaire et financier sont exclus du bénéfice du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le crédit d'impôt recherche (CIR) a pour objectif d'améliorer l'innovation et la compétitivité de nos entreprises. Le CIR bénéficie à plus de 20 000 entreprises et représente plus de 7 milliards d'euros de dépenses ce qui en fait la première dépense fiscale en France. De nombreux travaux d'évaluation ont conclu dans le sens d'une efficacité limitée du CIR en regard de son coût très élevé pour des résultats très inégaux, des effets d'aubaine ou encore d'un manque de verdissement.

Sans remettre en cause le dispositif, cet amendement vise à resserrer le périmètre des secteurs d'activité éligibles au CIR, dans un souci de rationalisation de la dépense publique et de justice fiscale, en y excluant le secteur financier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3392

présenté par

M. Mandon, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 16

- I. Après l'alinéa 13, insérer l'alinéa suivant :
- « 3° bis Au premier alinéa du 1 du VI, après la référence : « a », sont insérés les mots : « ou c » ; »
- II. Compléter cet article par l'alinéa suivant :
- « IV. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La Taxe Incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT) est indispensable pour décarboner les transports.

Dans le cadre de la transposition en droit national des objectifs de la RED III pour le transport, il était prévu que ce dispositif prenne fin au 31 décembre 2025 pour laisser place au mécanisme IRICC (Incitation à la Réduction de l'Intensité Carbone des Carburants) à compter du 1er janvier 2026.

En raison du report de l'entrée en vigueur de l'IRICC au 1er janvier 2027, le présent article prévoit la prolongation du mécanisme TIRUERT en 2026.

Toutefois, il convient de mettre en œuvre, dès 2026, certaines des avancées prévues par l'IRICC dont la possibilité pour les redevables d'obtenir des droits de comptabilisation de quantités d'hydrogène éligiblesauprès de plusieurs opérateurs économiques, et ainsi de faciliter l'atteinte de leurs obligations nationales et pour la France son objectif européen (RED III).

Tel est l'objet du présent amendement qui permettra ainsi d'encourager et de valoriser la production d'hydrogène renouvelable et bas-carbone produit en France pour le processus de raffinage ou comme carburant, dès 2026 sans attendre 2027.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1664

présenté par Mme Morel et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 19, insérer l'article suivant:

- I. Le code de l'énergie est ainsi modifié :
- 1° L'article L. 452-1-1 est ainsi modifié :
- a) Au troisième alinéa, les mots suivants sont supprimés : « et qui ont pour société gestionnaire une société mentionnée à l'article L. 111-61 »
- b) Au quatrième alinéa, les mots « Les tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel autres que ceux concédés en application de l'article L. 432-6 font l'objet d'une péréquation à l'intérieur de la zone de desserte de chaque gestionnaire. » sont supprimés ;
- c) Au quatrième alinéa, les mots : « ces gestionnaires de réseaux de gaz naturel » sont remplacés par les mots : « un gestionnaire de réseaux de distribution de gaz naturel autres que ceux concédés en application de l'article L. 432-6 » ;
- 2° Après l'article L. 452-1-2, il est inséré un article L. 452-1-3 ainsi rédigé :
- « Art. L. 452-1-3. Les tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel autres que ceux concédés en application de l'article L. 432-6 font l'objet d'une péréquation.
- « Les charges supportées par les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz mentionnés au I de l'article L. 111-53 pour réaliser les missions mentionnées notamment aux articles L. 432-8 à L. 432-15 sont réparties entre ces gestionnaires dans la mesure où ces charges correspondent à celles d'un gestionnaire de réseaux efficace.
- « En cas d'écart entre les coûts à couvrir en application de l'article L. 452-1-1 et les recettes tarifaires d'un gestionnaire de réseaux de distribution de gaz naturel, la Commission de régulation de l'énergie détermine les méthodes de calcul ainsi que les montants à percevoir ou à verser au titre de cette péréquation, en tenant compte au besoin des particularités comptables des opérateurs. La Commission de régulation de l'énergie détermine les informations notamment comptables que les gestionnaires de réseaux de distribution doivent lui transmettre, fixe les modalités de ces versements et notifie chaque année à ces gestionnaires de réseaux le montant de leur contribution ou de leur dotation. La Commission de régulation de l'énergie peut prévoir pour les gestionnaires de réseaux

publics de distribution visés au I. de l'article L. 111-53 un encadrement pluriannuel d'évolution des dotations et des contributions ainsi que des mesures incitatives appropriées pour encourager ces gestionnaires de réseaux publics de distribution à améliorer leurs performances.

- « La gestion comptable des opérations liées à la péréquation est assurée par la société mentionnée au 1° du I de l'article L. 111-53.
- « En cas de défaillance de paiement par un redevable du versement prévu au titre de la péréquation, l'autorité administrative prononce une sanction pécuniaire conformément à l'article L. 142-32, dans les conditions fixées aux articles L. 142-30 et suivants.
- « Les gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel visé au 2° du I de l'article L. 111-53 sont soumis à un contrôle de leurs investissements par la Commission de régulation de l'énergie. Les gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel communiquent à la Commission de régulation de l'énergie leur programme prévisionnel d'investissement selon la fréquence et la période qu'elle détermine, afin notamment d'assurer les missions décrites aux articles L. 432-8 à L. 432-15. La Commission de régulation de l'énergie examine ce programme selon des modalités qu'elle détermine et en tenant compte de la taille des gestionnaires de réseaux concernés, et peut en demander la modification. La pertinence et la nécessité de ces investissements doivent être justifiées eu égard notamment aux enjeux liés à la sécurité des biens, des personnes et des infrastructures, et au développement des gaz renouvelables. Le contrôle des investissements opéré par la Commission de régulation de l'énergie prend en compte les orientations nationales et locales en matière énergétique, des perspectives d'utilisation du réseau de distribution de gaz à court et long termes, ainsi que du développement des autres réseaux énergétiques locaux et de leur impact sur le réseau de gaz. »

II. – Le I entre en vigueur le 1er juillet 2026.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de réorganiser le mécanisme de péréquation tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz naturel non concédés.

Il prévoit notamment que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) détermine les modalités de répartition des charges et des recettes entre ces gestionnaires, afin d'assurer une juste solidarité financière entre opérateurs, tout en tenant compte de leur efficacité et des spécificités locales. Ce dispositif renforce également le contrôle des investissements réalisés par les gestionnaires de réseaux, en veillant à leur pertinence au regard des enjeux de sécurité, de développement des gaz renouvelables et d'adaptation des réseaux aux évolutions énergétiques.

Enfin, l'amendement prévoit des mesures de sanction en cas de défaut de paiement des contributions au titre de la péréquation, garantissant ainsi la bonne application du mécanisme.

Cette réforme vise à améliorer la régulation du secteur gazier, favoriser l'équité territoriale et soutenir la transition énergétique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3393

présenté par

M. Mandon, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 20, insérer l'article suivant:

I. – Après le III de l'article L. 213-10-4 du code de l'environnement est inséré un paragraphe III *bis* ainsi rédigé :

« III bis. – Pour les personnes abonnées au service d'eau potable dont l'activité relève d'un usage industriel alimentaire au sens des sections 10 et 11 du code NAF, l'assiette de la redevance mentionnée au III est plafonnée selon les seuils suivants :

 1° 50 000 mètres cubes pour l'année 2026 ;

2° 100 000 mètres cubes pour l'année 2027 ;

3° 150 000 mètres cubes pour l'année 2028;

4° 200 000 mètres cubes pour l'année 2029;

Ce plafonnement est applicable sous réserve que les volumes d'eau soient comptabilisés par un dispositif de mesure conforme aux prescriptions techniques définies par décret. »

II. – La perte de recettes résultant pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les redevances payées par les industriels aux agences de l'eau ont été profondément modifiées par l'article 101 de la loi des finances pour 2024, entrée en vigueur au 1er janvier 2025, sans étude d'impact ni concertation préalable avec les acteurs économiques. Cette réforme fait peser une part importante du plan eau sur les industries. Pour les industries alimentaires, l'effet cumulatif de toutes les redevances modifiées représente une augmentation moyenne de plus de 100%, pouvant atteindre pour certaines entreprises + 900% d'augmentation. L'agroalimentaire est concernée au premier plan par cette hausse du fait de son utilisation importante d'eau et notamment d'eau potable, comme ingrédient, pour le lavage des matières premières, pour assurer le nettoyage et l'hygiène des ateliers de transformation ou encore l'hygiène du personnel.

Les entreprises de l'alimentaire, premier employeur de France avec 520 000 emplois, dans plus de 20 000 entreprises, réparties dans tous les territoires français, composées à 98% de PME, sont vivement engagées dans des démarches responsables de réduction des consommations d'eau. Il est à noter qu'elles se sont engagées dans un plan de sobriété hydrique avec l'Etat en 2025 et dans la réutilisation des eaux.

Conscient de l'impact massif de cette réforme des redevances pour les entreprises utilisatrices d'eau potable, l'Etat avait proposé un bouclier fiscal d'atténuation, absent de ce projet de loi.

Le présent amendement vise à réintroduire, pour les entreprises alimentaires utilisatrices d'eau potable les plus impactées, des plafonds de volumes d'eau potable progressifs sur lesquels seront payées la redevance eau potable comme cela existait auparavant avec un plafond à 6000 m3 d'eau.

En responsabilité, le présent amendement propose de démarrer avec un plafond à 50 000 m3 d'eau potable pour l'année 2026 (8 fois plus que le précédent plafond) et d'augmenter progressivement pour atteindre le maximum de redevance 5 ans plus tard en 2030.

Cela permettra aux entreprises de l'alimentaire, dont la compétitivité est clé pour la souveraineté alimentaire, d'absorber ces augmentations très importantes progressivement, dans un contexte économique particulièrement tendu et de faire les investissements nécessaires.

Il faut rappeler que l'Etat a ponctionné dans le cadre du PLF 2025 le surplus de trésorerie des agences à hauteur de 130M€, soit l'équivalent de deux années d'augmentation des redevances et que le rendement prévisionnel des redevances attendu pour 2026 sera supérieur au plafond de dépense des agences.

Amendement travaillé avec Culture Viandes

ART. 21 N° I-3394

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3394

présenté par

M. Bolo, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 21

- I. Après l'alinéa 309, inséré un 3° ainsi rédigé :
- $\ll 3^{\circ}$ Au titre III du livre IV du code des impositions sur les biens et services, il est inséré un chapitre X ainsi rédigé :
- « Chapitre X Contribution d'office en cas de manquement aux obligations de responsabilité élargie du producteur »
- « Art. L. 434. Est soumise à la contribution d'office toute personne qui met sur le marché en France des produits relevant d'une filière mentionnée à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement sans satisfaire aux obligations prévues aux articles L. 541-10-2 et L. 541-10-13 du même code.
- « La contribution est due lors de la mise sur le marché.
- « Art. L. 434-1. L'assiette est constituée par le montant hors taxes des ventes des produits mentionnés à l'article L. 439-1.
- « À défaut d'éléments comptables suffisants, elle est déterminée forfaitairement en fonction des quantités mises sur le marché, selon un barème fixé par décret.
- « Le taux de la contribution est fixé à 5 %. En cas d'assiette forfaitaire, la contribution est égale à 0,50 € par unité.

ART. 21 N° I-3394

« La contribution est cumulable avec les contributions dues aux éco-organismes et n'a pas d'effet libératoire à leur égard. »

- « Art. L. 434-2. Sont solidairement redevables de la contribution le metteur sur le marché, l'importateur et, en cas de vente en l'état, le premier acquéreur professionnel établi en France. »
- « Art. L. 434-3. La contribution est déclarée, liquidée et acquittée selon les modalités applicables aux taxes sur le chiffre d'affaires.
- « Les intérêts de retard et majorations prévus par le livre des procédures fiscales sont applicables.
- « Les agents habilités en application des codes des douanes, de l'environnement et du commerce concourent à la recherche et à la constatation des infractions.
- « Les conditions d'application du présent chapitre sont fixées par décret. »
- II En conséquence, après l'alinéa 318, insérer les XX alinéas suivants :
- « III. Le code de l'environnement est ainsi modifié :
- « 1° L'article L. 541-10-13 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :
- « L'identifiant unique attribué au producteur est mentionné sur les factures entre professionnels ainsi que sur les conditions générales de vente.
- « Les éco-organismes tiennent à la disposition des autorités de contrôle et de l'Agence l'état à jour des identifiants uniques valides.
- « 2° Après l'article L. 541-10-23, il est inséré un article L. 541-10-23-1 ainsi rédigé :
- « Art. L. 541-10-23-1. Information entre professionnels. Pour les produits destinés aux ménages relevant d'une filière mentionnée à l'article L. 541-10-1, le montant de la contribution financière de responsabilité élargie du producteur due par le producteur est mentionné distinctement sur les factures entre professionnels.
- « Les modalités d'application sont fixées par décret. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent article vise à lutter efficacement contre la non-conformité dans les filières de responsabilité élargie du producteur (REP) et améliore la traçabilité des metteurs sur le marché. Il crée, au sein du code des impositions sur les biens et services (titre III « Environnement »), une contribution d'office due par tout metteur sur le marché qui, alors que ses produits relèvent d'une filière REP, n'adhère pas à l'éco-organisme compétent ou ne s'acquitte pas des contributions prévues aux articles L.541-10-2 et L.541-10-13 du code de l'environnement. L'assiette repose prioritairement sur le chiffre d'affaires des produits concernés ; à défaut, une base forfaitaire assise sur les volumes mis sur le marché est appliquée. La contribution est recouvrée comme une taxe sur

ART. 21 N° I-3394

le chiffre d'affaires, avec solidarité de paiement entre le metteur sur le marché, l'importateur et le premier acquéreur professionnel.

Le texte renforce la traçabilité B2B par deux obligations simples et opposables : la mention de l'identifiant unique (IDU) sur les factures et les conditions générales de vente, et la présentation distincte du montant d'éco-contribution REP sur les factures entre professionnels. Cette visibilité permet de détecter rapidement les anomalies (IDU manquant, contribution à zéro ou incohérente) et facilite les contrôles croisés par la DGFiP, les douanes et la DGCCRF. La contribution d'office, cumulable et non libératoire, garantit qu'un acteur non conforme supporte une charge fiscale immédiate tout en demeurant redevable de ses contributions auprès de l'éco-organisme compétent.

ART. 22 N° I-3395

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3395

présenté par

Mme Perrine Goulet, M. Mandon, M. Mattei, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 22

I. – A l'alinéa 5, après le mot :
« valeur »,
insérer les mots :
« ou d'un poids inférieur à 2 kilos » ;
II. – En conséquence, compléter l'alinéa 7 par les mots :
« ou d'un poids inférieur à 2 kilos » ;
III. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 10, substituer au montant :
« 2 euros »
le montant :
« 10 euros ».

ART. 22 N° I-3395

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose d'améliorer le rendement de la taxe sur les petits colis expédiés en France aux particuliers, en passant son montant de 2 à 10 euros et en l'élargissant aux colis d'un poids inférieur à 2 kilos.

La taxe prévue à l'article du PLF 2026 vise en effet les colis d'une valeur inférieure à 150 euros et il convient de prévoir qu'elle s'applique également à ceux dont la valeur peut être bien supérieure malgré leur faible poids.

Le commerce en ligne international s'est considérablement développé au cours des dernières années, notamment grâce aux grandes plateformes de vente situées hors de l'Union européenne. Chaque jour, des millions de petits colis, souvent d'une valeur inférieure à 150 euros, sont expédiés vers les consommateurs européens. Ces envois bénéficient généralement de régimes fiscaux allégés ou de contrôles douaniers simplifiés, ce qui crée des déséquilibres économiques et des distorsions de concurrence préjudiciables aux entreprises européennes.

L'augmentation de la taxe sur les petits colis provenant de pays tiers répond à plusieurs objectifs essentiels. Elle vise avant tout à rétablir une concurrence équitable entre les acteurs économiques européens et étrangers. En effet, de nombreux vendeurs situés hors de l'Union contournent la réglementation en sous-évaluant la valeur réelle de leurs marchandises afin d'échapper à la TVA ou à d'autres droits d'importation. Cette pratique place les entreprises européennes, qui s'acquittent pleinement de leurs obligations fiscales et sociales, dans une situation désavantageuse. En rehaussant le niveau de taxation sur ces importations, il devient possible de réduire cet écart et de rétablir des conditions de concurrence plus justes.

Il s'agit ainsi de prendre en compte l'impact environnemental extrêmement néfaste de ces importations de produits qui inondent le marché français et qui polluent la planète depuis leur création à des dizaines de milliers de kilomètres de notre pays jusqu'à leur livraison par fret aérien, sans omettre la surproduction de déchets qu'ils génèrent sur notre sol.

Cette taxe étant acquittée par les places de marché, plateformes, portails ou dispositifs similaires établis hors de l'Union européenne, le relèvement prévu par cet amendement n'a pas d'incidence sur les personnes physiques destinataires. Sur le plan budgétaire enfin, la création de cette taxe permettrait de renforcer les recettes publiques de manière significative à condition qu'elle soit significative, passant par cet amendement de 2 à 10 euros.

ART. 22 N° I-2802

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2802

présenté par
Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE 22

À l'alinéa 10, substituer au montant :
« 2 euros »
le montant :
« 5 euros ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à porter de 2 à 5 euros la taxe sur les envois d'articles de faible valeur prévue à l'article 22, afin de renforcer son caractère incitatif sans créer de rupture brutale pour les consommateurs.

À 2 euros, la taxe actuelle reste insuffisante pour décourager efficacement les pratiques de l'ultra fast fashion et compenser les externalités négatives de ce modèle économique. Les plateformes étrangères continueront d'inonder le marché français de produits textiles à bas prix, échappant largement aux normes sociales et environnementales supportées par nos entreprises.

Un montant de 5 euros constitue une mesure proportionnée et progressive, permettant d'atteindre un double objectif : protéger notre industrie textile face à une concurrence déloyale et contribuer à la réduction de l'empreinte environnementale du secteur, tout en maintenant l'accessibilité du commerce en ligne transfrontalier.

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3678

présenté par Mme Violland, M. Gernigon, M. Moulliere et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 24, insérer l'article suivant:

Après le IV bis de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement, il est inséré un IV ter ainsi rédigé :

« IV *ter.* – La taxe sur les produits contenant des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées est due par toute personne mettant sur le marché à titre onéreux ces produits.

« Le tarif de la taxe est de 1 % du prix hors taxe de chaque produit. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi n° 2025-188 du 27 février 2025 a instauré une redevance sur les personnes rejetant dans l'eau des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS). Le tarif de la redevance est de 100 euros par 100 grammes de PFAS rejetés dans l'eau.

Il est proposé d'instaurer une taxe supplémentaire, qui serait acquittée par les personnes commercialisant les produits contenant des PFAS, afin d'en limiter la diffusion, ou, à défaut, d'accroître par cette taxation les ressources nécessaires à la transition écologique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

20 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-450

présenté par Mme Thillaye, M. Falorni, M. Vuibert, M. Cosson, M. Viry, M. Balanant, M. Ott et Mme Liliana Tanguy

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 25, insérer l'article suivant:

- I. L'article 278-0 *bis* du code général des impôts est complété par un O ainsi rédigé :
- $\ll Q$. Les opérations de réparation des cycles, de l'électroménager, des chaussures et articles de cuir, des vêtements et du linge de maison. »
- II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La transition vers une économie plus circulaire est érigée comme une priorité stratégique par la France et l'Union européenne. Pourtant, le secteur de la réparation, maillon essentiel de cette transition, demeure confronté à des défis structurels importants qui entraînent une diminution sensible du nombre d'opérateurs. Si des dispositifs tels que le "bonus réparation" ont été mis en place pour stimuler la demande, une approche complémentaire ciblant l'offre est indispensable pour consolider cette filière stratégique. Sans une intervention structurelle sur la rentabilité des activités de réparation, la pérennité et le développement de ces services restent précaires. Cet amendement vise à sécuriser et à renforcer la viabilité des modèles économiques des professionnels de la réparation en appliquant un taux de TV A réduit à 5,5 % aux actes de réparation des cycles, de l'électroménager, des chaussures, des articles de cuir, des vêtements et du linge de maison, conformément au droit européen.

En accroissant la rentabilité de l'activité, cette réorientation de la TV A encouragera le maintien et la création de ces commerces de proximité indispensables, favorisera la modernisation de leurs

équipements et structurera durablement l'offre de réparation sur l'ensemble du territoire, ce qui, à terme, pourrait induire une diminution indirecte des prix pour les consommateurs. Sur le plan technique, la mesure est mise en œuvre par l'ajout d'un alinéa à l'article 278-0 bis du Code général des impôts. Le rapport sur la mise en place de la TVA circulaire (novembre 2023) a d'ailleurs démontré la potentielle neutralité budgétaire de cette mesure pour l'État.

Cet amendement a été travaillé avec Mouvement Impact France.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2804

présenté par Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 25, insérer l'article suivant:

I. – Après le E de l'article 278-0 bis du code général des impôts, il est inséré un E bis ainsi rédigé :

« E bis. – Les prestations de lavage de contenants alimentaires réemployables à destination des services de restauration collective des établissements scolaires et universitaires ainsi que des établissements d'accueil des enfants de moins de six ans ; »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I er du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les cantines scolaires et universitaires doivent remplacer leurs contenants plastiques par des alternatives réemployables, conformément à la loi EGalim. Cette transition implique des investissements importants dans des infrastructures de lavage que toutes les collectivités ne peuvent internaliser.

Or, une anomalie fiscale pénalise aujourd'hui les collectivités contraintes d'externaliser le nettoyage de leurs contenants: tandis que le lavage intégré à un service de restauration collective bénéficie du taux réduit de TVA à 5,5%, le recours à un prestataire dédié est soumis au taux normal de 20%. Cette différence représente un surcoût considérable pour des budgets locaux déjà tendus et menace l'accès à une restauration scolaire de qualité pour toutes les familles.

Le présent amendement corrige cette incohérence en appliquant le taux réduit aux prestations de lavage externalisées, rétablissant ainsi l'équité entre collectivités et facilitant la généralisation du réemploi dans la restauration collective.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2799

présenté par Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 25, insérer l'article suivant:

Au *b septies* de l'article 279 du code général des impôts, la date : « 31 décembre 2025 » est remplacée par la date : « 31 décembre 2028 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 279 du Code général des impôts prévoit un taux réduit de TVA à 10 % pour les travaux forestiers réalisés jusqu'au 31 décembre 2025. Ce taux incite les propriétaires forestiers, dont beaucoup ne récupèrent pas la TVA par absence de numéro SIRET, à agir dans la légalité en luttant contre le travail illégal.

Toute hausse de TVA entrainera des surcoûts qui démotiveront les propriétaires forestiers et les orientera vers des travaux non-déclarés et générera une baisse des recettes pour l'Etat. Il est donc indispensable de prolonger ce taux réduit pour mener avec des professionnels les travaux nécessaires à la gestion forestière dans un contexte de changement climatique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3362

présenté par

Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Mandon, M. Martineau, M. Mattei, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 25, insérer l'article suivant:

Au *b septies* de l'article 279 du code général des impôts, la dtae : « 31 décembre 2025 » est remplacée par la date : « 31 décembre 2028 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 279 du Code général des impôts prévoit un taux réduit de TVA à 10 % pour les travaux forestiers réalisés jusqu'au 31 décembre 2025. Ce taux incite les propriétaires forestiers, dont beaucoup ne récupèrent pas la TVA par absence de numéro SIRET, à agir dans la légalité en luttant contre le travail illégal.

Toute hausse de TVA entrainera des surcoûts qui démotiveront les propriétaires forestiers et les orientera vers des travaux non-déclarés et générera une baisse des recettes pour l'Etat.

Il est donc indispensable de prolonger ce taux réduit pour mener avec des professionnels les travaux nécessaires à la gestion forestière dans un contexte de changement climatique.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2796

présenté par Mme Lingemann, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:

Le II de la section VII du chapitre I^{er} du titre I^{er} de la deuxième partie du livre I^{er} du code général des impôts est complété par un G ainsi rédigé :

- « G. Taxe sur les autorisations d'urbanisme et les certificats d'urbanisme
- « Art. 1530 ter. I. Les communes peuvent, par une délibération annuelle prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, instituer une taxe sur les autorisations d'urbanisme et les certificats d'urbanisme qu'elles délivrent.
- « Toutefois, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant une compétence en matière d'urbanisme peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, instituer cette taxe en lieu et place de la commune. L'établissement public de coopération intercommunale peut décider de reverser aux communes membres une partie du montant de la taxe.
- « II. La taxe s'applique à l'ensemble des autorisations d'urbanisme et des certificats d'urbanisme instruits par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant une compétence en matière d'urbanisme, à l'exception des demandes opérées par des organismes d'habitations à loyer modéré au sens de l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation.
- « III. Le produit de cette taxe est arrêté chaque année dans les conditions prévues à l'article 1639 A par l'organe délibérant de la commune ou, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale :
- « 1° Dans la limite d'un plafond fixé à 1 € par mètre carré de surface créée ou modifiée pour les autorisations d'urbanisme ;

« 2° Dans la limite d'un plafond forfaitaire fixé à $50 \in$ par certificat pour les certificats d'urbanisme.

« Le produit de cette imposition est exclusivement affecté aux frais d'instruction des autorisations d'urbanisme et des certificats d'urbanisme. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis la loi ALUR du 24 mars 2014, l'instruction des autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclarations préalables de travaux, permis d'aménager, permis de démolir) relève de la compétence des collectivités territoriales, après le désengagement des services de l'État. Cette mission génère des coûts importants, estimés par la Cour des comptes (<u>Rapport public thématique, septembre 2024</u>) entre 300 et 3 500 € par acte selon la complexité du dossier. S'y ajoutent les certificats d'urbanisme, qui relèvent également de la compétence communale et dont les demandes sont parfois très nombreuses, particulièrement dans les communes soumises à une forte pression foncière.

Lorsqu'un EPCI instruit ces autorisations et certificats pour le compte de ses communes membres, il refacture ces coûts aux communes concernées, soit directement, soit par imputation sur l'attribution de compensation. Cette charge pèse particulièrement sur les petites communes rurales, qui doivent ainsi assumer ces frais d'instruction sur leurs budgets propres dans un contexte de forte pression financière.

Or, en l'état actuel du droit, aucune disposition ne permet aux collectivités de répercuter ces frais sur les pétitionnaires. Toute facturation nécessite une habilitation législative expresse, conformément au principe constitutionnel d'égalité devant les charges publiques.

Le présent amendement crée cette base légale en instituant une taxe facultative sur l'ensemble des autorisations et certificats d'urbanisme délivrés. Les communes ou leurs EPCI pourront, par délibération annuelle, instaurer cette taxe selon un double barème : 1 € par mètre carré de surface créée ou modifiée pour les autorisations d'urbanisme, et un forfait de 50 € par certificat d'urbanisme. Les demandes déposées par les organismes d'habitations à loyer modéré sont exonérées afin de ne pas entraver la construction de logements sociaux. Le produit sera exclusivement affecté aux frais d'instruction, permettant aux communes ou à leurs EPCI de compenser partiellement les charges qu'ils supportent, en particulier pour les plus petites communes.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-2803

présenté par Mme Lingemann, M. Daubié, M. Ott et M. Martineau

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:

I. – Au h du A du I de l'article 1641 du code général des impôts, le mot : « cinq » est remplacé par le mot : « dix ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose d'étendre de cinq à dix ans l'allégement des frais de gestion perçus par l'État sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères lorsqu'une collectivité adopte une tarification incitative (TEOMi).

La TEOMi constitue un outil majeur de réduction des déchets résiduels et d'amélioration du tri, avec des résultats probants dans les territoires engagés : diminution de 20 à 50% des ordures ménagères et hausse significative du recyclage. Pourtant, seuls 7 millions de Français en bénéficient aujourd'hui, loin de l'objectif de 25 millions fixé pour 2025.

Le passage à ce système représente un investissement conséquent pour les collectivités en termes d'équipements, de communication et de gestion. L'allongement de l'avantage fiscal à dix ans leur permettra de sécuriser leur modèle économique sur une période cohérente avec l'ampleur de la transformation engagée, tout en accélérant la généralisation d'un dispositif indispensable pour atteindre nos objectifs nationaux de réduction des déchets à l'horizon 2030.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1906

présenté par

Mme Battistel, M. Barusseau, Mme Hadizadeh, M. Echaniz, M. Falorni, M. Bony, Mme Pantel, M. Descoeur, M. Fégné, M. Rousset, Mme Rossi, Mme Morel, M. Proença, M. Ott, M. Saulignac et Mme Allemand

ARTICLE 31

I. – Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« A bis. – Au 2° de l'article L. 2334-22, le mot : « doublée » est remplacé par le mot : « triplée ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VI. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le classement en zone de montagne des communes repose sur des caractéristiques objectives et permanentes d'altitude, de pente et de climat qui ont un impact direct sur l'ensemble des activités humaines de ces territoires. Depuis 1985, la loi reconnait ainsi une spécificité de ces territoires, imposant une adaptation de nos politiques publiques et un soutien de la communauté nationale.

La dotation de solidarité rurale de la DGF intègre ainsi une bonification pour les communes de montagne au regarde des contraintes particulières qu'elles subissent.

Or, le changement climatique, plus rapide que sur le reste du territoire, impacte durablement les écosystèmes naturels et les filières économiques locales de montagne et impose des investissements massifs en matière de prévention des risques aux communes.

Plus encore, la Cour des comptes a estimé que les routes de montagne avaient une durée de vie réduite de 30 à 50% du fait de leurs caractéristiques physiques et de la météorologie.

L'incidence du réchauffement climatique y est aussi plus forte, accélérant leur vieillissement. Les cycles gel/dégel, cause importante de dégradations, deviennent en effet plus nombreux alors que les périodes de gel étaient autrefois plus longues.

Une recrudescence des glissements de terrain, des coulées de boues et des laves torrentielles conduit ainsi à une croissance des budgets dits « d'urgence » pour les collectivités de montagne, accompagnant une hausse constante des budgets dédiés à la voirie.

Afin d'accompagner les communes de montagne face à leur nécessaire adaptation au changement climatique, il est ainsi proposé d'augmenter sensiblement le critère « voirie » du calcul de la DSR en le triplant.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1900

présenté par

Mme Battistel, M. Falorni, Mme Duby-Muller, M. Barusseau, M. Descoeur, M. Fégné, M. Echaniz, M. Rousset, Mme Rossi, Mme Pantel, Mme Morel, Mme Hadizadeh, M. Bony, M. Proença, M. Ott, Mme Allemand et M. Saulignac

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 31, insérer l'article suivant:

- I. A la première phrase du 2° du I de l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales, le montant : « 5,37 » est remplacé par le montant : « 6,44 ».
- II. La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le classement en zone de montagne des communes repose sur des caractéristiques objectives et permanentes d'altitude, de pente et de climat qui ont un impact direct sur l'ensemble des activités humaines de ces territoires. Depuis 1985, la loi reconnait ainsi une spécificité de ces territoires, imposant une adaptation de nos politiques publiques et un soutien de la communauté nationale.

La dotation forfaitaire de la DGF intègre ainsi une bonification pour les communes de montagne au regarde des contraintes particulières qu'elles subissent.

Or, le changement climatique, plus rapide que sur le reste du territoire, impacte durablement les écosystèmes naturels et les filières économiques locales de montagne et impose des investissements massifs en matière de prévention des risques aux communes.

Les bilans dressés sur l'application des lois Montagne I (1985) et II (2016) témoignent d'un besoin accru d'accompagnement des collectivités de montagne pour faire face aux défis à venir.

Aussi, il est proposé ici de rehausser la bonification offerte aux communes de montagne dans le calcul de la dotation forfaitaire proportionnelle à la superficie en la doublant, sur le modèle de ce qui existe aujourd'hui pour le calcul de la DSR.

ASSEMBLÉE NATIONALE

21 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-1499

présenté par

Mme Le Feur, M. Pahun, Mme Violland, Mme de Pélichy, M. Frébault, M. Falorni et M. Ott

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 35, insérer l'article suivant:

Après l'article L. 2335-17 du code général des collectivités territoriales, il est inséré une section 8 ainsi rédigée :

- « Section 8
- « Dotation aux communes pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
- « Art. L. 2335-18. I. Il est institué, par prélèvement sur les recettes de l'État, une dotation dotée de 500 millions d'euros en faveur de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.
- « II. Cette dotation est attribuée chaque année aux communes dont la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours de la période de référence est nulle. La période de référence s'apprécie sur les cinq dernières années de l'année précédant l'année de répartition.
- « III. La dotation est répartie entre les communes éligibles en fonction, d'une part, de leur population et, d'autre part, de la superficie de leur territoire couverte par des espaces naturels, agricoles et forestiers.
- « Pour le calcul de la répartition, les espaces naturels, agricoles et forestiers issus de la renaturation d'espaces urbanisés sont pondérés par un coefficient 3.
- « IV. Les modalités d'application du présent article sont fixées par un décret en Conseil d'État. »
- II. Le I s'applique à compter du 1^{er} janvier 2026.

III. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement, en cohérence avec les conclusions de la mission d'information sur l'artificialisation des sols et la proposition de loi transpartisane visant à réussir la transition foncière, propose la création d'une nouvelle dotation aux communes pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), attribuée chaque année aux communes ayant une consommation d'ENAF nulle au cours des cinq dernières années, et répartie selon leur population et la superficie de leurs ENAT, en comptant triple ceux issus d'une opération de renaturation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3396

présenté par

M. Mandon, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 36

I. − À l'alinéa 1, supprimer les mots :

«, le cas échéant, ».

II. – A la fin du même alinéa 1, substituer aux mots :

« dans la limite du plafond au titre de 2026 prévu à la colonne F : »

les mots:

« dans la limite du produit versé en 2025. »

III. – En conséquence, supprimer la dernière colonne du tableau dudit alinéa 1.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à geler pour l'année 2026 les plafonds fixés en 2025 pour les taxes affectées.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une gestion budgétaire responsable, particulièrement pertinente en cette période où une maîtrise accrue des dépenses publiques est nécessaire. En procédant à un gel ou à un ajustement des plafonds, l'État peut limiter les dépenses superflues tout en conservant la prévisibilité des ressources pour les collectivités et organismes bénéficiaires. Cette

approche pragmatique permet de concilier rigueur budgétaire et continuité des financements affectés, tout en renforçant la soutenabilité des finances publiques.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3397

présenté par

M. Mandon, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard,
M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs,
Mme Perrine Goulet, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe,
M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, M. Mattei, Mme Mette, Mme Morel, M. Ott,
M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye,
M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 36

I. − À l'alinéa 1, supprimer les mots :

«, le cas échéant, ».

II. – A la fin du même alinéa 1, substituer aux mots :

« dans la limite du plafond au titre de 2026 prévu à la colonne F : »

les mots:

« dans la limite du produit versé en 2024. »

III. – En conséquence, supprimer la dernière colonne du tableau dudit alinéa 1.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à geler pour l'année 2026 les plafonds fixés en 2024 pour les taxes affectées.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une gestion budgétaire responsable, particulièrement pertinente en cette période où une maîtrise accrue des dépenses publiques est nécessaire. En procédant à un gel ou à un ajustement des plafonds, l'État peut limiter les dépenses superflues tout en conservant la prévisibilité des ressources pour les collectivités et organismes bénéficiaires. Cette

approche pragmatique permet de concilier rigueur budgétaire et continuité des financements affectés, tout en renforçant la soutenabilité des finances publiques.

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3398

présenté par

M. Mattei, Mme Perrine Goulet, M. Mandon, Mme Mette, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Blanchet, M. Bolo, Mme Brocard, M. Cosson, M. Croizier, Mme Darrieussecq, M. Daubié, M. Falorni, M. Fesneau, M. Fuchs, M. Grelier, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Josso, M. Latombe, M. Lecamp, Mme Lingemann, M. Martineau, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, Mme Poueyto, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois et M. Philippe Vigier

ARTICLE 36

I. - A la ligne 41 de la dernière colonne du tableau du premier alinéa, substituer au montant :

« 163 411 333 »

le montant:

« 245 117 000 ».

II. – En conséquence, à la ligne 42 de la dernière colonne du tableau du premier alinéa, substituer au montant :

« 186 666 667 »

le montant:

« 280 000 000 ».

III. – En conséquence, à la ligne 71 de la dernière colonne du tableau du premier alinéa, substituer au montant :

« 113 099 333 »

le montant:

« 156 399 000 ».

IV. – En conséquence, après l'alinéa 1, insérer l'alinéa suivant :

« Il est opéré en 2026 un prélèvement de 20 millions d'euros sur les fonds de roulement du réseau des chambres de commerce et d'industrie. Ce prélèvement est réparti entre les différents établissements du réseau par CCI France et est reversé au budget général de l'État avant le 31 décembre 2026. ».

V. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« XIV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 prévoit actuellement une nouvelle réduction des ressources publiques affectées au réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), premier réseau d'établissements publics au service des entreprises.

L'article 36 prévoit en effet une diminution du plafond de la taxe affectée au réseau des CCI (TCCI) de l'ordre de 175 millions d'euros, passant ainsi de 525 millions d'euros à 350 millions d'euros, soit une baisse de l'ordre d'un tiers (33%) du montant annuel perçu par le réseau.

Le CCI constituent un acteur central de l'accompagnement économique des entreprises françaises. Dans les territoires ruraux, elles représentent souvent le dernier relais de proximité. Les CCI interviennent tout au long du cycle de vie des entreprises : création, reprise, développement, transformation et internationalisation. Elles contribuent également au dynamisme économique des territoires et représentent une expertise précieuse pour les collectivités.

Les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) jouent elles aussi un rôle essentiel dans le tissu économique local, en accompagnant des centaines de milliers d'entreprises artisanales en France. Elles assurent des missions de formation, de conseil, de soutien à la création et à la transmission, particulièrement précieuses dans les territoires ruraux et dans les secteurs en tension. Toute réduction brutale de leurs moyens fragiliserait un secteur déjà soumis à de fortes pressions.

La proposition de réduction supplémentaire de leur ressource fiscale compromettrait le rôle essentiel de service public à l'entreprise et aux territoires des CCI et des CMA.

Depuis plusieurs années, le réseau a engagé une importante transformation interne. Les efforts de rationalisation et de modernisation ont permis de maintenir l'efficacité des services malgré les contraintes financières. Les résultats démontrent l'impact économique des CCI :

· Pour chaque euro investi via la TCCI, plus de quatre euros de valeur sont générés pour l'économie locale,

· 80 % des entreprises sondés par Opinionway en 2025 jugent leur accompagnement utile.

La loi de finances initiale pour 2024 avait pourtant fixé une trajectoire claire : un financement stable de 525 millions d'euros jusqu'en 2027, assorti d'un prélèvement programmé sur les fonds de roulement (40 millions en 2024, puis 20 millions par an jusqu'en 2027).

Cette stabilité et la visibilité liée sont nécessaires pour assurer la continuité des missions des CCI et la qualité de l'accompagnement des entreprises sur l'ensemble du territoire.

Une nouvelle réduction, qui plus est si importante, non concertée, mettrait en risque non seulement la capacité des CCI à remplir leurs missions, mais également l'emploi au sein du réseau et la qualité du service rendu, en particulier dans les territoires ruraux et dans les petites villes qui en constituent le relais économique. De plus, cette mesure aurait également un impact sur les CMA, dont le financement dépend en grande partie des CCI.

C'est pourquoi cet amendement propose de revenir sur cette réduction supplémentaire pour les CCI et les CMA et de maintenir la trajectoire pluriannuelle votée par le Parlement et entérinée dans la loi de finances initiale pour 2024 : 525 millions d'euros de plafond de TCCI, et, en contrepartie, un prélèvement sur les fonds de roulement des CCI de 20 millions d'euros en 2026.

Cet amendement porté par le groupe Les Démocrates a été travaillé avec CCI France et CMA. En parallèle du maintien de cette trajectoire pluriannuelle, une trajectoire de fusion doit être établie entre les réseaux CCI et CMA pour rationaliser l'action publique au service de l'accompagnement et du soutien des entreprises à travers tous les territoires.

ART. 41 N° I-3768

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N º I-3768

présenté par

M. Bolo, M. Laisney, M. Pahun, M. Falorni, M. Cosson, M. Lecamp, M. Ott, Mme Morel et Mme Battistel

ARTICLE 41

Supprimer cet article

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le cadre du dispositif post-ARENH, la loi de finances pour 2025 introduit un nouveau dispositif de versement nucléaire universel (VNU) à partir du 1er janvier 2026, qui vise à partager les revenus du parc nucléaire historique et à protéger les consommateurs d'électricité contre les prix hauts.

L'article 41 du projet de loi de finances pour 2026 confie la gestion opérationnelle du dispositif au Réseau de Transport d'électricité (RTE), en créant une taxe affectée.

En l'état, la disposition prévue à l'article 41 ferait courir à RTE des risques financiers conséquents au regard des volumes financiers en question qui sont potentiellement élevés par rapport chiffre d'affaires de RTE. D'une manière générale, RTE n'a pas vocation à gérer les flux financiers sur le système électrique associés à des dispositifs de pure tarification de l'électricité.

Il apparaîtrait ainsi plus approprié de confier la gestion opérationnelle du VNU à un tiers de confiance déjà mandaté pour le compte d'entités publiques ou privées pour exercer des services de gestion financière et administrative et structuré pour le transit de flux financiers d'ampleur. C'était d'ailleurs le cas pour le dispositif de l'ARENH qui était géré par la Caisse des dépôts et des consignations.

Cet amendement a été travaillé avec RTE.